



**Organe subsidiaire de mise en œuvre
Quarante-cinquième session
Marrakech, 7-14 novembre 2016**

Point 17 a) de l'ordre du jour provisoire

**Questions administratives, financières et institutionnelles
Exécution du budget de l'exercice biennal 2016-2017****Exécution du budget de l'exercice biennal 2016-2017
au 30 juin 2016****Note de la Secrétaire exécutive***Résumé*

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017. Il a pour objet d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2016. À cette date, 14,4 millions d'euros avaient été reçus, soit 54 % du montant indicatif total des contributions au budget de base attendues pour 2016. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 76 000 dollars des États-Unis au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention et à 5 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. À ce stade, 25,1 % environ du budget de base pour 2016-2017 avaient été dépensés. Au total, 6,6 millions de dollars avaient été affectés à différents projets au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, et 1,4 million de dollars avaient été dépensés au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention afin de permettre aux Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Le présent document contient aussi des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand et sur les dépenses d'appui aux programmes. Il fournit enfin des renseignements sur les ressources humaines et sur l'exécution des programmes.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
A. Mandat	1	3
B. Objet de la note	2	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	3	3
II. Rapport sur les recettes et les dépenses	4–27	3
A. Fonds d’affectation spéciale pour le budget de base de la Convention.....	6–11	3
B. Fonds d’affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention	12–14	6
C. Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires	15–18	7
D. Fonds d’affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre	19–20	8
E. Fonds d’affectation spéciale pour le relevé international des transactions	21–22	9
F. Fonds d’affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn).....	23–24	10
G. Dépenses d’appui aux programmes	25–27	11
III. Exécution des programmes	28–88	11
A. Faits saillants	30–40	12
B. Direction exécutive et gestion.....	41–45	13
C. Atténuation, données et analyses	46–47	14
D. Financement, technologie et renforcement des capacités	48–51	15
E. Adaptation	52–53	17
F. Mécanismes pour un développement durable	54–58	18
G. Affaires juridiques	59–64	19
H. Services des affaires de la Conférence.....	65–70	20
I. Communication et information	71–78	21
J. Technologies de l’information et de la communication.....	79–84	22
K. Services administratifs	85–88	24
IV. Renseignements complémentaires	89	24
Annexes		
I. Ressources humaines : Personnel.....		25
II. Projets et manifestations financés à l’aide du Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires pour l’exercice biennal 2016-2017.....		28
III. Données sur l’exécution des programmes pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016		32

I. Introduction

A. Mandat

1. La Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont, dans les décisions 22/CP.21 et 12/CMP.11, approuvé le budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017. La Conférence des Parties a prié la Secrétaire exécutive de lui faire rapport, à sa vingt-deuxième session, sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme.

B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au 30 juin 2016. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2015/3/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat pour 2016-2017, et le document FCCC/SBI/2016/INF.19 sur l'état des contributions au 21 octobre 2016, qui sera publié sous peu. Le présent document contient aussi des renseignements sur les ressources humaines et l'exécution des programmes.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures à prévoir dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la Conférence des Parties à sa vingt-deuxième session et à la CMP à sa douzième session.

II. Rapport sur les recettes et les dépenses

4. Les montants des recettes et des dépenses qui figurent dans le présent document ont été établis à titre provisoire, à partir des données disponibles dans le système comptable au moment de son élaboration.

5. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours exactement à la somme de leurs composantes mentionnées dans le document.

A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

6. Dans les décisions mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus, la Conférence des Parties et la CMP ont approuvé un budget total de 54,6 millions d'euros pour l'exercice biennal 2016-2017 (voir le tableau 1).

Tableau 1
**Budget-programme de base approuvé et recettes
 pour l'exercice biennal 2016-2017**

	2016 (EUR)	2017 (EUR)	Total (EUR)
Dépenses afférentes aux programmes	24 200 679	24 197 867	48 398 546
Dépenses d'appui aux programmes	3 146 088	3 145 723	6 291 811
Ajustement de la réserve de trésorerie	(41 609)	(264)	(41 873)
Total du budget-programme de base approuvé	27 305 158	27 343 326	54 648 484
Contributions selon le barème indicatif	26 538 220	26 576 388	53 114 608
Contributions du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Total des recettes	27 305 158	27 343 326	54 648 484

7. Le tableau 2 fait apparaître les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention perçues pour 2016 et les dépenses engagées au cours des six premiers mois de l'exercice biennal. Les recettes perçues pour 2016 s'élèvent à 15,5 millions d'euros. Ce montant comprend pour l'essentiel 13 millions d'euros de contributions versées selon le barème indicatif par les Parties en 2016, 1,5 million d'euros de contributions versées lors des précédents exercices biennaux pour l'année en cours, et des contributions volontaires du gouvernement du pays hôte de 0,8 million d'euros.

8. Au 30 juin 2016, sur les 197 Parties à la Convention et sur les 192 Parties au Protocole de Kyoto, 133 n'avaient pas versé leur contribution pour 2016, correspondant à un montant total de 12,1 millions d'euros (46 % du budget approuvé pour 2016).

Tableau 2
État du budget de base au 30 juin 2016

	2016 (EUR)
Contributions reçues pour 2016 – Convention ^{a, b}	9 769 015
Contributions reçues pour 2016 – Protocole de Kyoto ^{a, b}	4 678 030
Contributions volontaires du gouvernement du pays hôte	766 938
Recettes accessoires ^b	278 277
Total des recettes	15 492 260
Dépenses	
Dépenses	12 144 492
Dépenses d'appui aux programmes	1 578 784
Total des dépenses	13 723 276
Solde	1 768 984

^a Y compris les contributions reçues lors des précédents exercices biennaux pour 2016.

^b Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,904 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2016.

9. Le tableau 3 fait apparaître le budget de base approuvé pour 2016 par programme ainsi que les dépenses effectuées pendant les six premiers mois de l'exercice biennal. Au 30 juin 2016, ces dépenses se chiffraient à 12,1 millions d'euros, soit 50,2 % du budget de base approuvé pour 2016. Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat représentaient quant à elles 81,1 % du budget prévu pour ce poste, en raison des dépenses

imprévues liées à des cessations de service ainsi que de l'obligation d'engager les dépenses affectées aux locaux et aux services communs pour l'ensemble de l'année.

Tableau 3
Budget de base approuvé pour 2016 et dépenses par programme au 30 juin 2016

	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
<i>A. Programme</i>			
Direction exécutive et gestion	2 250 862	930 537	41,3 %
Atténuation, données et analyses	7 611 688	3 733 376	49,0 %
Financement, technologie et renforcement des capacités	2 732 260	1 307 367	47,8 %
Adaptation	2 335 712	1 259 393	53,9 %
Mécanismes pour un développement durable	406 250	233 308	57,4 %
Affaires juridiques	1 304 455	536 864	41,2 %
Services des affaires de la Conférence	1 691 137	703 366	41,6 %
Communication et information	1 591 177	713 884	44,9 %
Technologies de l'information et de la communication ^a	2 874 780	1 588 950	55,3 %
<i>B. Dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat^b</i>	1 402 358	1 137 449	81,1 %
Total^c	24 200 679	12 144 494	50,2 %

^a Le programme « Technologies de l'information et de la communication » s'intitulait « Services des technologies de l'information » jusqu'à sa restructuration le 1^{er} avril 2016.

^b Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat relèvent du programme « Services administratifs ».

^c Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

10. Le tableau 4 présente le budget de base approuvé pour 2016 et les dépenses au 30 juin 2016 par objet de dépense. Les « dépenses de personnel » comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel, les traitements du personnel engagé pour une période de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique « consultants ». Les « frais de voyage » comprennent les frais de voyage du personnel, des experts et des représentants de gouvernements envoyés en mission. Les « frais généraux de fonctionnement » comprennent les paiements de biens et de services aux fournisseurs et d'autres dépenses courantes (services de télécommunications, etc.).

Tableau 4
**Budget de base approuvé pour 2016 et dépenses
 par objet de dépense au 30 juin 2016**

<i>Objet de dépense</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>
Dépenses de personnel	8 960 217
Consultants	215 096
Frais de voyage	715 185
Formation	97 654
Frais généraux de fonctionnement	900 726
Fournitures et accessoires/matériel	362 315
Contributions aux services communs	893 298
Total^a	12 144 491

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

11. Au 30 juin 2016, les dépenses se chiffraient à 12,1 millions d'euros. Les dépenses de personnel devraient augmenter dans les six prochains mois du fait du règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année scolaire et universitaire 2016-2017. Le taux élevé d'exécution constaté au titre des frais de voyage du personnel est proportionnel au nombre de réunions et d'ateliers organisés hors du secrétariat au cours de la période considérée.

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention

12. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention soutient financièrement, à l'aide de contributions volontaires, la participation de représentants des pays en développement parties et des pays parties en transition sur le plan économique qui remplissent les conditions requises aux sessions de la Conférence des Parties, de la CMP et de leurs organes subsidiaires. Il s'agit des Parties dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant ne dépassait pas 14 000 dollars des États-Unis en 2011 d'après les statistiques publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce plafond est porté à 18 000 dollars pour les petits États insulaires en développement et pour les Parties dont des représentants siègent au Bureau. Les Parties qui sont membres de l'Union européenne n'ont pas la possibilité de bénéficier de ce soutien, quel que soit leur PIB par habitant.

13. Le tableau 5 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention au 30 juin 2016. Les contributions volontaires reçues par le secrétariat au cours de la période considérée se sont établies à 75 922 dollars. Compte tenu des contributions reçues à ce jour, ainsi que du solde reporté de l'exercice 2014-2015, des intérêts et des recettes accessoires, les recettes totalisent 2,95 millions de dollars.

14. Les dépenses engagées au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017 pour couvrir la participation de représentants aux réunions organisées au titre de la Convention, notamment la participation de 222 représentants des Parties remplissant les conditions requises aux sessions des organes subsidiaires en mai 2016, se sont chiffrées à 1,6 million de dollars, ce qui laisse un solde positif de 1,37 million de dollars, non compris la réserve opérationnelle de 0,52 million de dollars. Ce solde, auquel pourraient s'ajouter d'autres contributions volontaires éventuelles au Fonds d'affectation spéciale, servira à

financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties et à la douzième session de la CMP. Les contributions volontaires reçues durant l'exercice biennal 2014-2015 se chiffraient à 0,38 million de dollars au 30 juin 2014, contre 0,08 million de dollars pour la même période en 2016-2017. Des contributions supplémentaires seront nécessaires pour financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises en 2016. Les Parties pouvant prétendre à un financement qui sont en mesure de le faire peuvent choisir de ne pas solliciter un soutien financier auprès du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention. Cela permettrait d'allouer les fonds disponibles aux Parties ayant le plus besoin d'un soutien.

Tableau 5

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention au 30 juin 2016

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2014-2015	2 293 253
Contributions volontaires reçues en 2016-2017	75 922
Intérêts	10 370
Recettes accessoires et transferts ^a	571 597
Total des recettes	2 951 142
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	1 381 488
Dépenses d'appui aux programmes	201 528
Total des dépenses	1 583 016
Total	1 368 126
À déduire : Réserve de trésorerie	520 887
Solde	847 239

^a Y compris les transferts du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires à la demande des Parties donatrices.

C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

15. Plusieurs activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires des Parties au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours.

16. Le tableau 6 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2016.

17. Des contributions volontaires d'un montant de 5 millions de dollars ont été reçues au cours de la période considérée. Parmi les autres sources de recettes du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, il convient de mentionner le solde reporté de l'exercice biennal 2014-2015, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires, soit 26,1 millions de dollars au total au 30 juin 2016.

18. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires se chiffraient à 7,2 millions de dollars au 30 juin 2016. Le solde inutilisé de 21,4 millions de dollars ainsi que toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues serviront à financer les projets et activités en cours (figurant au tableau 16), notamment des projets menés dans de multiples domaines au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris (adaptation, financement de l'action climatique, établissement de rapports, appui aux négociations, technologie, etc.). Les recettes disponibles au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires ne sont pas toutes allouées à des projets. Certaines sont conservées à la demande des Parties donatrices pour être affectées ultérieurement.

Tableau 6
**Situation du Fonds d'affectation spéciale
pour les activités complémentaires au 30 juin 2016**
(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2014-2015	26 624 104
Contributions volontaires reçues en 2016-2017	5 048 896
Droits et redevances au titre de l'application conjointe	-
Intérêts	51 446
Recettes accessoires et transferts ^a	(571 597)
Total des recettes	31 152 849
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	6 495 860
Dépenses d'appui aux programmes	734 323
Total des dépenses	7 230 183
Total	23 922 666
À déduire : Réserve de trésorerie	2 500 000
Solde^b	21 422 666

^a Y compris les transferts au Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention à la demande des Parties donatrices.

^b Y compris les pertes dues aux fluctuations monétaires portées au débit des projets concernés.

D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre

19. Le tableau 7 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2016. Les recettes pour l'exercice biennal 2016-2017, d'un montant de 152,6 millions de dollars, comprennent principalement le solde des fonds reporté de l'exercice biennal précédent, de 148,5 millions de dollars, et des droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre (MDP) de 4,1 millions de dollars.

20. Au 30 juin 2016, les dépenses engagées se montaient à 7,5 millions de dollars, ce qui laissait un solde inutilisé de 145,1 millions de dollars, ou 100,1 millions de dollars après comptabilisation de la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars.

Tableau 7
**Situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme
pour un développement propre au 30 juin 2016**
(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2014-2015	148 526 586
Droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre	3 797 592
Intérêts	270 905
Remboursements de droits et redevances	(10 961)
Recettes accessoires	(6 092)
Total des recettes	152 578 030
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	6 697 618
Dépenses d'appui aux programmes	775 068
Total des dépenses	7 472 686
Total	145 105 344
À déduire : Réserve de trésorerie	45 000 000
Solde	100 105 344

E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

21. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2016 sont présentées au tableau 8. Elles se chiffraient à 2,5 millions d'euros pour 2016, provenant des droits d'utilisation perçus pour cette année. La réserve de trésorerie s'établit à 275 443 euros.

Tableau 8
**Recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international
des transactions au 30 juin 2016**
(En euros)

<i>Recettes</i>	
Droits d'utilisation du relevé international des transactions pour 2016	2 464 476
Total des recettes	2 464 476

22. Le tableau 9 fait apparaître le budget approuvé pour 2016 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2016. Pour des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du relevé international des transactions (RIT), voir le rapport annuel de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto.

Tableau 9
Budget approuvé pour 2016 et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions par objet de dépense au 30 juin 2016

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
Dépenses de personnel	783 710	367 272	46,9 %
Services contractuels et consultants	1 411 148	610 253	43,2 %
Groupes d'experts	10 000	-	0,0 %
Frais de voyage du personnel	20 000	-	0,0 %
Frais généraux de fonctionnement et contributions aux services communs	145 500	67 018	46,1 %
Total^a	2 370 358	1 044 543	44,1 %

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)

23. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser au secrétariat une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2016, la contribution pour 2016 avait été intégralement versée. Les contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) ont été utilisées pour couvrir les frais d'organisation des sessions qui ont eu lieu à Bonn pendant la période considérée.

24. Le tableau 10 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2016 au 30 juin 2016. La réserve de trésorerie a été utilisée pour combler un déficit de 262 000 euros au 31 décembre 2015.

Tableau 10
Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2016
 (En euros)

<i>Recettes</i>	
Contribution	1 789 522
Recettes accessoires, économies réalisées sur des exercices antérieurs ^a	155
Total des recettes	1 789 677
<i>Dépenses</i>	
Appui aux conférences	1 162 325
Dépenses d'appui aux programmes	151 102
Total des dépenses	1 313 427
Total	476 250
À déduire : Réserve de trésorerie	268 428
Solde	207 822

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,904 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2016.

G. Dépenses d'appui aux programmes

25. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur les fonds d'affectation spéciale de la Convention pour financer les services administratifs. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat (programme « Services administratifs »). Les services centraux – vérification des comptes, états de paie, placements des fonds, services de trésorerie et services liés à l'administration de la justice – fournis par l'ONU doivent être remboursés à l'Organisation.

26. Le tableau 11 indique l'état des dépenses d'appui aux programmes. Au 30 juin 2016, les recettes comprenaient des recettes au titre des dépenses d'appui aux programmes de 3,6 millions de dollars et des recettes accessoires de 13 548 dollars.

27. Au cours de la période considérée, 5,2 millions de dollars ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel, d'autres frais et les sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG). Le solde négatif du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes s'établit à 1,6 million de dollars, et a été couvert au moyen des économies réalisées au cours des précédents exercices biennaux.

Tableau 11

Situation du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2016

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes^a</i>	
Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes	3 654 176
Recettes accessoires	13 548
Total des recettes	3 667 724
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel du secrétariat	3 750 846
Autres dépenses du secrétariat	1 221 602
Services rendus par l'Organisation des Nations Unies	250 850
Total des dépenses	5 223 298
Solde	(1 555 574)

^a Recettes perçues en 2016. Le total de l'actif net au 31 décembre 2015, en application des Normes comptables internationales pour le secteur public, s'établit à 13 722 525 dollars.

III. Exécution des programmes

28. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail du secrétariat pour l'exercice biennal 2016-2017 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation de ce programme de travail. Il convient donc de lire ce chapitre en parallèle avec le document FCCC/SBI/2015/3/Add.1, qui présente les grandes lignes du programme de travail.

29. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions liées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus du programme de travail de l'exercice biennal sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat.

A. Faits saillants

30. En décembre 2015, la Conférence des Parties a conclu un accord ambitieux à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Paris. Au cours de la période considérée, le secrétariat a apporté son soutien aux Parties pour trouver les moyens de mettre en œuvre l'Accord de Paris et a appuyé l'application de la Convention et du Protocole de Kyoto.

31. Le secrétariat a également contribué au bon déroulement de la fin des travaux du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée et à la mise en place du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris. Ce dernier a entamé ses travaux en préparation de l'entrée en vigueur de cet accord et de la convocation de la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA). La première partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris s'est tenue parallèlement à la quarante-quatrième session des organes subsidiaires (du 16 au 26 mai 2016, à Bonn).

32. Au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2016-2017, le secrétariat a fourni des orientations stratégiques et un soutien logistique pour les négociations et 44 réunions des organes créés au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, notamment la quarante-quatrième session des organes subsidiaires, les réunions d'organes constitués, les réunions d'experts, les réunions d'examen ainsi que les réunions de groupes régionaux qui ont eu lieu à Bonn ou ailleurs. En outre, le secrétariat a mis en forme et traité 150 documents officiels et 51 documents informels au cours de la période considérée.

33. En réponse à la décision 1/CP.20, le secrétariat a créé une plateforme chargée de la communication et de la publication des contributions déterminées au niveau national des Parties.

34. Un appui a été fourni aux Parties dans le cadre d'une série de dialogues régionaux, organisés en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), afin d'aider les Parties à préparer leurs contributions prévues déterminées au niveau national, ce qui a permis à 190 Parties de communiquer leur contribution avant la mi-2016.

35. Le secrétariat a établi un registre de ces contributions en mai 2016¹.

36. Le secrétariat a effectué une évaluation de l'effet global des contributions prévues déterminées au niveau national. En outre, il a coordonné le processus d'évaluation et d'examen au niveau international pour les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I), notamment les examens techniques des rapports biennaux, les consultations et analyses internationales pour les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I), notamment l'analyse technique des rapports biennaux actualisés, les examens des inventaires de gaz à effet de serre (GES) des Parties visées à l'annexe I présentés en 2015 et l'examen final des données comptables pour la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto. Il a aussi coordonné le tout premier dialogue de facilitation entre les Parties non visées à l'annexe I, qui a eu lieu à la quarante-quatrième session du SBI.

37. Un appui a été fourni pour la mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún, les travaux du Comité de l'adaptation, les travaux sur les démarches visant à remédier aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement, les travaux du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie

¹ Voir <http://www4.unfccc.int/ndcregistry/Pages/Home.aspx>.

relatif aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques, et l'élaboration et l'exécution des plans nationaux d'adaptation.

38. Le secrétariat a renforcé sa collaboration avec le système des Nations Unies, notamment pour préparer la cérémonie d'ouverture à la signature de l'Accord de Paris (en avril), harmoniser la mise en œuvre de l'Accord de Paris et contribuer à l'action menée à l'échelle mondiale dans le domaine climatique.

39. Après l'adoption de l'Accord de Paris, le secrétariat a publié une note d'information à l'intention des Parties sur les aspects juridiques et procéduraux d'une entrée en vigueur rapide de l'Accord et sur la convocation de la première session de la CMA. Un exposé sur cette question a aussi été présenté aux Parties pendant la première partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris.

40. Au cours de la période considérée, la Secrétaire exécutive a défini six priorités stratégiques que le secrétariat doit retenir pour concentrer ses efforts sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris et appuyer une action climatique ambitieuse de la part des Parties et des entités non parties.

B. Direction exécutive et gestion

41. Le programme « Direction exécutive et gestion » a pour fonctions de définir une orientation stratégique, de garantir la cohérence globale des travaux du secrétariat et d'entretenir une coopération et des partenariats stratégiques avec d'autres organismes, dont ceux des Nations Unies, et avec les principaux acteurs du processus relatif aux changements climatiques.

42. Au cours de la période considérée, le programme a surtout contribué au bon déroulement de la fin des travaux du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée, ainsi qu'à l'établissement des modalités applicables à la transition entre celui-ci et le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris. En outre, ce programme a appuyé de manière coordonnée l'action à mener par suite de l'adoption de l'Accord de Paris, notamment la mise en œuvre cohérente du programme de travail découlant des demandes pertinentes figurant dans la décision 1/CP.21.

43. Dans la foulée du succès de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP, à Paris en décembre 2015, la Secrétaire exécutive a défini six priorités stratégiques sur lesquelles le secrétariat axera, d'une manière cohérente et efficiente, ses efforts et ses capacités d'analyse pendant l'exercice biennal, pour assurer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et appuyer une action climatique ambitieuse de la part des Parties et des entités non parties. Ces six priorités stratégiques sont les suivantes :

- a) Veiller à ce que les mandats découlant de l'Accord de Paris soient porteurs d'une véritable vision et à ce qu'ils soient exécutés d'une manière cohérente ;
- b) Renforcer la volonté des Parties de participer activement à l'Accord de Paris ;
- c) Favoriser la contribution des entités non parties et définir les paramètres permettant de mesurer et de vérifier cette contribution ;
- d) Faire du secrétariat le principal pôle d'information sur les changements climatiques ;
- e) Mobiliser des ressources et instaurer des partenariats ;
- f) Accélérer la transformation du modèle de développement économique afin de réduire les émissions nettes à zéro et d'assurer la résilience dans les meilleurs délais.

44. Au cours de la période considérée, le programme a continué de renforcer sa collaboration avec les organismes des Nations Unies, en particulier le Cabinet du Secrétaire général, pour préparer la cérémonie d'ouverture à la signature de l'Accord de Paris, organisée le 22 avril à la demande du Secrétaire général. En outre, les efforts menés en collaboration avec les partenaires du système des Nations Unies ont principalement visé à harmoniser, d'une manière cohérente et complète, la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau national et à garantir leur participation à l'action climatique menée à l'échelle mondiale, en particulier dans le but de se préparer à l'étape cruciale de 2018 en mobilisant les organismes des Nations Unies et en présentant les incidences sur le climat et le développement. Le programme a également coordonné les activités parallèles conjointes et les expositions des organismes des Nations Unies en vue de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties, poursuivant les travaux précédemment menés par le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies pour la coordination à New York.

45. Sur le plan du développement organisationnel, le programme a supervisé un certain nombre de tâches visant à accroître l'efficacité et l'efficience des activités du secrétariat. Les efforts importants accomplis à cet égard ont notamment pour but de mener à bien la transformation des services offerts en matière de technologies de l'information et des communications (TIC) engagée au début de 2015 afin de fournir des services plus souples, plus efficaces et plus novateurs ; de mettre en place de nouveaux modes de travail permettant une collaboration interprogrammes dans les domaines stratégiques prioritaires ; de préparer la tenue d'un examen et d'une évaluation de l'efficacité et de l'efficience des activités financées par les dépenses d'appui aux programmes (devant être réalisées pendant le second semestre de 2016) ; et de renforcer les mesures et les activités de soutien interne destinées à faire avancer les objectifs du secrétariat en matière d'équité du traitement entre les sexes.

C. Atténuation, données et analyses

46. Le programme « Atténuation, données et analyses » facilite les processus de mesure, de notification et de vérification découlant de la Convention (dans le contexte des communications nationales, des rapports biennaux ou des rapports biennaux actualisés et des inventaires de GES), et propose notamment une formation aux experts, une assistance aux Parties non visées à l'annexe I et un soutien concernant les négociations intergouvernementales. Pendant la période considérée, le programme a :

a) coordonné le processus d'évaluation et d'examen au niveau international pour les Parties visées à l'annexe I, notamment les examens techniques des rapports biennaux ; le prochain cycle d'évaluation multilatérale pour 24 Parties visées à l'annexe I est en cours d'élaboration en vue de la quarante-cinquième session du SBI ;

b) coordonné les consultations et les analyses internationales pour les Parties non visées à l'annexe I, notamment les analyses techniques des rapports biennaux actualisés ; le tout premier dialogue de facilitation à l'intention des Parties non visées à l'annexe I a eu lieu à la quarante-quatrième session du SBI et concernait 13 Parties ;

c) coordonné les examens des inventaires de GES des Parties visées à l'Annexe I présentés en 2015 et les examens finals des données comptables visant la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto ; et préparé l'examen des inventaires de GES présentés en 2016 et des rapports initiaux pour la deuxième période d'engagement ;

d) maintenu et renforcé la formation sur les processus de mesure, de notification et de vérification à l'intention des experts chargés des évaluations et des examens au niveau

international ainsi que des consultations et des analyses internationales ; et dispensé une formation sur l'utilisation des *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre* et sur la mise en place de systèmes de gestion durable des inventaires nationaux ;

e) engagé la prochaine étape du processus d'examen technique des mesures d'atténuation pour la période antérieure à 2020, afin de favoriser l'adoption de politiques, de pratiques et de technologies présentant un potentiel d'atténuation élevé ;

f) organisé des ateliers sur le renforcement des capacités concernant les mesures d'atténuation adaptées au contexte national et les fonctionnalités améliorées du registre de ces mesures ;

g) appuyé les travaux de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) sur l'agriculture et l'utilisation des terres ainsi que sur le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF) ; et aidé les pays en développement parties à mettre en œuvre le Cadre de Varsovie pour l'initiative REDD-plus² ;

h) appuyé les travaux du Groupe consultatif d'experts et ceux du Forum amélioré sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre.

47. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, le programme « Atténuation, données et analyses » a :

a) actualisé le rapport de synthèse sur l'effet global des contributions prévues déterminées au niveau national³ ;

b) mis à disposition une version provisoire du registre des contributions déterminées au niveau national ;

c) instauré des initiatives visant à aider les pays en développement à établir leurs contributions, tels que les dialogues régionaux sur celles-ci (avec le PNUD) ainsi qu'une initiative de coopération Sud-Sud (avec l'Équipe de soutien sur les changements climatiques du Secrétaire général des Nations Unies) ;

d) appuyé les négociations menées dans le cadre du SBI, du SBSTA et du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, en particulier sur les contributions déterminées au niveau national, la transparence, le registre de ces contributions et le Forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre.

D. Financement, technologie et renforcement des capacités

48. Le programme « Financement, technologie et renforcement des capacités » soutient les Parties, en particulier les Parties non visées à l'annexe I, dans la mise en œuvre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, notamment pour les négociations menées dans le cadre du SBI, du SBSTA, de la Conférence des Parties, de la CMP et du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris. Il coordonne également l'appui offert au SBSTA par le secrétariat, en veillant au bon déroulement de ses travaux.

² Au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16, la Conférence des Parties a encouragé les pays en développement parties à contribuer aux mesures d'atténuation dans le secteur forestier en entreprenant les activités suivantes : réduction des émissions dues au déboisement ; réduction des émissions dues à la dégradation des forêts ; conservation des stocks de carbone forestiers ; gestion durable des forêts ; et renforcement des stocks de carbone forestiers.

³ FCCC/CP/2016/2.

49. Au cours de la période considérée, le programme a contribué à la tenue de la douzième réunion du Comité permanent du financement, qui a eu lieu à Bonn les 6 et 7 avril, au lendemain d'un séminaire-retraite d'une journée à l'intention des membres du Comité. En appui au Comité permanent, le programme a élaboré la version initiale de l'évaluation biennale de 2016 faisant le point du financement de l'action climatique et a engagé les préparatifs du quatrième forum du Comité permanent, consacré aux instruments financiers portant sur les risques associés aux pertes et aux préjudices. Le programme a également organisé un atelier de session sur le financement à long terme mettant l'accent sur le financement des mesures d'adaptation. En collaboration avec les entités fonctionnelles de la Convention et le Fonds pour l'adaptation, il a veillé à l'application des directives par la Conférence des Parties et la CMP. Un appui a également été fourni concernant les négociations sur le mandat du troisième examen du Fonds pour l'adaptation et sur les modalités de comptabilisation des ressources financières fournies et mobilisées par des interventions publiques conformément au paragraphe 7 de l'article 9 de l'Accord de Paris.

50. Le programme a contribué à l'organisation de la douzième réunion du Comité exécutif de la technologie et à la mise en œuvre du plan de travail glissant du Comité pour 2016-2018, notamment en organisant un dialogue thématique sur la coopération Sud-Sud en matière de technologies d'adaptation et un atelier sur les relations entre le Mécanisme technologique et le Mécanisme financier tenu pendant la quarante-quatrième session des organes subsidiaires. Il a également aidé le Comité exécutif à renforcer la mise en œuvre des résultats des évaluations des besoins technologiques en établissant des directives sur l'élaboration d'un plan d'action en matière de technologies⁴. Le programme a aussi aidé le Comité exécutif à faciliter la participation active des organisations ayant le statut d'observateur à ses travaux, et il a entrepris d'établir une liste des activités et des initiatives de mise au point et de transfert de technologies concernant le climat menées dans le cadre et hors du cadre de la Convention et ayant un lien avec la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en tant que contributions aux délibérations des Parties sur l'élaboration du cadre technologique créé en vertu de l'article 10 de cet Accord. Le programme a continué d'améliorer le mécanisme d'échange d'informations sur les techniques (TT:CLEAR) et de collaborer étroitement avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, organisation hôte du Centre et Réseau des technologies climatiques (CRTC), en participant activement aux réunions du Conseil consultatif du CRTC et à des forums régionaux à l'intention des entités nationales désignées des Parties non visées à l'annexe I pour le transfert de technologies.

51. Le programme a continué de soutenir les efforts déployés concernant le renforcement des capacités en établissant des documents officiels sur la compilation-synthèse des activités de renforcement des capacités menées par les organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto et sur la compilation-synthèse des activités visant à mettre en œuvre le Cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement, ainsi qu'un document technique sur le troisième examen approfondi de ce dernier. Il a aussi aidé le SBI à organiser la cinquième réunion du Forum de Durban ainsi que les négociations sur le mandat du Comité de Paris sur le renforcement des capacités et sur le troisième examen du Cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement.

⁴ Voir http://unfccc.int/ttclear/templates/render cms_page?TEC_documents.

E. Adaptation

52. Le programme « Adaptation » prête son appui aux Parties, en particulier aux pays en développement parties, pour définir, mettre au point et appliquer des plans, des politiques et des mesures d'adaptation destinés à réduire la vulnérabilité et à accroître la résilience, et pour améliorer l'assise scientifique de l'action climatique menée à l'échelle internationale, notamment dans le cadre des travaux et des négociations engagés au niveau intergouvernemental sur ces questions. Au cours de la période considérée, le programme a facilité :

- a) la mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún en appuyant :
 - i) les travaux du Comité de l'adaptation⁵ ;
 - ii) les travaux sur les démarches visant à remédier aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements, notamment les travaux du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques⁶ ;
 - iii) l'élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation⁷ ;
- b) les travaux du Groupe d'experts des pays les moins avancés⁸ ;
- c) la réalisation des activités prévues dans le cadre du Programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements (Programme de travail de Nairobi), notamment en participant et en collaborant avec les organisations partenaires du Programme de travail de Nairobi, les centres et réseaux mondiaux et régionaux, et les organes constitués⁹ ;
- d) les préparatifs du prochain examen périodique du caractère adéquat de l'objectif global à long terme et des progrès d'ensemble accomplis dans la réalisation de cet objectif¹⁰ ;
- e) la circulation de l'information relative aux recherches sur le climat, l'amélioration des observations à l'appui des mesures de préparation et d'adaptation et la coopération avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

53. En outre, le programme « Adaptation » a appuyé la mise en œuvre des demandes relatives aux mesures d'adaptation découlant de la décision 1/CP.21 et de l'Accord de Paris. Il s'agit notamment :

- a) d'aider le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris à élaborer des modalités et des procédures pour les communications relatives à l'adaptation (point 4 de l'ordre du jour de la première session du Groupe de travail spécial), ainsi que pour les aspects du cadre de transparence de l'Accord de Paris (point 5 de l'ordre du jour) et certains aspects du bilan mondial relatifs à l'adaptation (point 6 de l'ordre du jour) ;
- b) d'assumer certaines tâches liées à l'adaptation dans le contexte des contributions prévues déterminées au niveau national et des contributions déterminées au

⁵ Voir unfccc.int/6053.

⁶ Voir unfccc.int/6056.

⁷ Voir unfccc.int/6057.

⁸ Voir unfccc.int/4727.

⁹ Voir <https://www3.unfccc.int/pls/apex/f?p=333:1:3215587481745340>.

¹⁰ Voir unfccc.int/6998.

niveau national, notamment l'élaboration des sections du rapport de synthèse sur l'effet global des contributions prévues déterminées au niveau national qui sont consacrées à l'adaptation (document FCCC/CP/2016/2) ;

c) d'appuyer le processus d'examen technique des mesures d'adaptation, notamment les réunions d'experts techniques¹¹.

F. Mécanismes pour un développement durable

54. Au cours de la période considérée, le programme « Mécanismes pour un développement durable » (MDD) a organisé et appuyé deux réunions du Conseil exécutif du MDP et six réunions de ses groupes d'experts et groupes de travail. Il a également organisé une réunion du Comité de supervision de l'application conjointe. Les rapports annuels du Conseil exécutif du MDP et du Comité de supervision de l'application conjointe à la douzième session de la CMP feront ressortir l'éventail des questions traitées lors des réunions tenues en 2016. La demande d'unités de réduction certifiée des émissions est restée faible au cours de la période considérée, presque aucune utilisation n'ayant été faite des unités de réduction des émissions générées par une activité relevant de l'application conjointe. Malgré cela, les travaux visant à évaluer les projets et les entités au titre du MDP sont restés à un niveau constant, plus de 350 cas ayant été traités. Ces cas concernaient, entre autres, l'enregistrement des activités, la délivrance des unités de réduction, la prorogation des périodes de comptabilisation ainsi que les modifications apportées après enregistrement aux activités de projet ou aux programmes d'activités.

55. Les travaux entrepris concernaient non seulement le fonctionnement du MDP, mais aussi l'amélioration des fonctions du Mécanisme. Des efforts ont notamment été déployés pour rationaliser et simplifier les règles du MDP et les documents y afférents, harmoniser les normes applicables aux activités de projet et celles du programme d'action, améliorer la convivialité de l'outil de développement durable et des moyens de communication avec les parties prenantes, simplifier les méthodes et les niveaux de référence normalisés, et transformer en modèles numériques trois méthodes du descriptif de projet et du descriptif du programme d'activités.

56. Le programme a continué d'appuyer le recours à des démarches fondées sur le marché afin de relever le niveau d'ambition des efforts d'atténuation. Les centres régionaux de collaboration ont entrepris diverses activités pour aider, sur le terrain, les concepteurs de projets, les décideurs et les autres parties prenantes dans cinq régions. Le Partenariat du Cadre de Nairobi¹² a entrepris d'appuyer l'application des contributions déterminées au niveau national dans les démarches fondées sur le marché. Un soutien a ainsi été apporté à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'élaboration d'un nouvel outil fondé sur le marché et visant à aider l'aviation internationale à réduire ses émissions à partir de 2020. Des travaux ont été menés pour étudier la manière dont le MDP pouvait être utilisé pour accroître le financement de l'action climatique, tant au sein des institutions établies – telles que le Fonds vert pour le climat – que par le biais de nouvelles approches – telles que les obligations vertes.

57. Le programme a également joué un rôle directeur en contribuant à l'établissement d'un programme sur l'action climatique menée à l'échelle mondiale qui mise sur l'engagement des acteurs non parties, le premier jalon étant la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties. L'initiative visant à promouvoir les activités sans effet sur le climat

¹¹ Voir unfccc.int/9542.

¹² Voir http://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html.

(Climate Neutral Now) a continué de favoriser une action volontaire en trois temps (mesurer – réduire – compenser) pour réaliser l'objectif prévu dans l'Accord de Paris.

58. Après avoir vu son personnel réduit de 35 % à la fin de 2015, le programme a été réorganisé pour mieux appuyer l'adoption des nouvelles démarches fondées ou non sur le marché prévues à l'article 6 de l'Accord de Paris. Le programme a non seulement prêté son concours aux négociations directes, mais il a aussi organisé six dialogues régionaux portant sur l'article 6 de l'Accord de Paris en Afrique, en Amérique latine et en Asie ; coorganisé le Forum africain du carbone, à Kigali, et le salon Carbon Expo, à Cologne (Allemagne) ; et contribué à plusieurs autres forums et réunions afin de souligner l'importance des démarches fondées sur le marché pour relever le niveau d'ambition au titre de l'Accord de Paris.

G. Affaires juridiques

59. Pendant la période considérée, le programme « Affaires juridiques » a fourni, en temps opportun, des conseils juridiques faisant autorité et un soutien concernant des questions se rapportant à l'application de la Convention et du Protocole de Kyoto, notamment les résultats convenus au titre de la Feuille de route de Bali, de la Passerelle de Doha pour le climat et du programme de travail prévu dans la décision 1/CP.21, ainsi que concernant le fonctionnement du secrétariat et du processus de la Convention. Ces conseils et ce soutien ont été fournis à la Secrétaire exécutive, aux présidents de la Conférence des Parties et de la CMP, aux présidents et coprésidents des organes subsidiaires et des organes constitués, aux Parties et aux programmes du secrétariat.

60. Le programme a aussi fourni des conseils juridiques et un soutien concernant des points de procédure et de droit ayant trait aux travaux des organes subsidiaires et des organes constitués, en sus d'un appui direct à l'examen de diverses questions inscrites à leurs ordres du jour respectifs. En particulier, il a fourni des conseils sur les aspects techniques et procéduraux aux présidents et coprésidents des organes subsidiaires ainsi qu'aux Parties aux fins de la quarante-quatrième session des organes subsidiaires et de la première partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris.

61. Après l'adoption de l'Accord de Paris, le programme a coordonné l'examen des propositions de corrections aux versions linguistiques faisant foi et la communication du texte de l'Accord, dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en sa qualité de dépositaire de l'Accord. Il a également publié une note d'information à l'intention des Parties sur les aspects juridiques et procéduraux d'une entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris et sur l'organisation de la première session de la CMA. Un exposé sur cette question a aussi été présenté aux Parties pendant la première partie de la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris.

62. Un appui et des conseils d'ordre juridique ont été fournis dans le cadre du programme au Comité de l'adaptation, au Conseil exécutif du MDP, au Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, au Comité de supervision de l'application conjointe, au Groupe d'experts des pays les moins avancés, au Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et aux préjudices liés aux incidences des changements climatiques, au Comité permanent du financement et au Comité exécutif de la technologie. Le programme a également appuyé les négociations sur le mandat et la composition du Comité de Paris sur le renforcement des capacités. Des conseils, un appui et des informations ont été fournis aux Parties ainsi qu'aux présidents et aux coordonnateurs des groupes régionaux et des parties prenantes concernant le processus électoral de la Convention et les candidatures à

soumettre par le biais du portail consacré à la composition des organes et à l'élection de leurs membres¹³. En outre, le programme a fourni un appui et des conseils juridiques sur la mise en œuvre des obligations relatives à l'établissement de rapports et aux examens au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, y compris le processus multilatéral d'évaluation et le dialogue de facilitation. Il a aussi dispensé des conseils sur l'évaluation du respect des dispositions pour la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto.

63. Des conseils de nature juridique et un appui ont également été fournis en ce qui concerne les activités du secrétariat pour veiller au respect des règles et directives de l'ONU, ainsi que des décisions de la Conférence des Parties et de la CMP, et pour défendre les intérêts du secrétariat et du processus de la Convention. Le programme a en particulier apporté son appui à la négociation et à la conclusion d'instruments juridiques pour les réunions et ateliers organisés au titre de la Convention ailleurs qu'au siège du secrétariat, notamment l'accord avec le pays hôte conclu avec le Gouvernement du Royaume du Maroc pour la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties et la douzième session de la CMP, ainsi que des accords de partenariat avec les entités non parties. En outre, il a contribué aux négociations avec le siège de l'Organisation des Nations Unies sur le renouvellement de la délégation de pouvoirs de la Secrétaire exécutive en matière d'achats. Il a continué de faire partie du comité local mixte des marchés et du comité local mixte de contrôle du matériel. En outre, il a travaillé en étroite concertation avec les autres organismes des Nations Unies à Bonn, en consultation avec le Gouvernement hôte, sur l'application de leurs accords de siège respectifs.

64. Le programme a apporté un appui technique, administratif et logistique au Comité d'examen du respect des dispositions du Protocole de Kyoto, notamment lors de l'étude des questions de mise en œuvre et de la réunion de la chambre de l'exécution qui ont eu lieu au cours de la période considérée.

H. Services des affaires de la Conférence

65. Le programme « Services des affaires de la Conférence » offre tout l'éventail des installations et services de conférences qu'attendent les Parties.

66. Au cours du premier semestre de 2016, le programme a facilité l'organisation de 44 sessions, réunions et ateliers des organes subsidiaires et des organes constitués, de réunions d'experts, de réunions d'examen ainsi que de réunions de groupes régionaux à Bonn ou ailleurs. Durant les sessions du SBI, du SBSTA et du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris qui ont eu lieu en mai, le programme a traité 464 demandes de services et 664 demandes d'affectation de salles de réunion (présentées par les Parties et les organisateurs), et apporté son concours à 1 128 réunions. Il a également facilité et organisé 27 réunions de présession entre les groupes de négociation et les présidents des organes subsidiaires.

67. Le programme a reçu et traité 56 demandes d'assistance en matière de visas pour permettre aux représentants de participer aux sessions, aux réunions et aux ateliers susmentionnés. Au cours de la période considérée, il a aussi reçu et traité 227 demandes d'aide financière pour les représentants des Parties admises à en bénéficier. Il a répondu rapidement à toutes les communications émanant des Parties et des autres parties prenantes sur diverses questions liées aux participants, afin de faciliter leur participation aux réunions et aux sessions.

¹³ Voir <http://unfccc.int/6558>.

68. Au 30 juin, le programme avait évalué 226 demandes d'organisations souhaitant être admises en qualité d'observateurs pour la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties et la douzième session de la CMP. Il a facilité la participation des observateurs et la présentation par ces derniers de 70 interventions et de 57 communications. Il a également reçu et traité 160 demandes concernant des manifestations parallèles, permettant ainsi à 136 Parties et observateurs ainsi qu'au secrétariat de participer à 88 manifestations parallèles individuelles ou conjointes. Il a reçu et traité 41 demandes concernant des expositions, permettant à 34 Parties et observateurs de prendre part à 28 expositions individuelles ou conjointes. Le programme a mis en œuvre deux projets novateurs sans incidence budgétaire, à savoir la diffusion en direct de huit manifestations parallèles et l'utilisation, lors de diverses expositions, d'une technologie permettant d'échanger des renseignements sans contact direct avec un ordinateur. En outre, il a réorganisé les pages Web pour le compte des organisations ayant le statut d'observateur afin d'améliorer leur convivialité. Il a aussi traité avec les parties prenantes sur les moyens de participer au processus de la Convention, en rédigeant quelque 40 000 courriels, notamment au sujet des modes de participation susmentionnés.

69. Le programme a en outre mis en forme et traité 150 documents officiels et 51 documents informels au cours de la période considérée. Tous les documents de présession qui devaient être traduits ont été soumis pour publication dans les délais. D'autres améliorations ont été apportées au système de diffusion électronique des documents en collaboration avec le programme TIC, ce qui a permis d'accroître l'efficacité du processus d'élaboration et de publication des documents.

70. Des mesures de réduction de l'utilisation du papier telles que la publication du programme quotidien seulement en version électronique et le principe d'une impression limitée à la demande sont désormais régulièrement appliquées lors des sessions, d'où une réduction de 43 % de la consommation totale de papier pour les documents officiels à la quarante-quatrième session du SBSTA, à la quarante-quatrième session du SBI et à la première session du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris par rapport aux sessions tenues en juin de l'année précédente.

I. Communication et information

71. Le programme « Communications et information » a pour objectif général de gérer les communications extérieures, les informations publiques en ligne et les relations et prestations à l'intention des médias, y compris les services internes de gestion des connaissances. L'objectif est d'appuyer les processus découlant de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, ainsi que l'application des décisions de la Conférence des Parties de façon à produire le plus d'impact possible en promouvant des mesures et des politiques positives face aux changements climatiques.

72. Le programme rend compte, sur le site Internet du Centre d'actualités et dans trois des six langues officielles de l'ONU (anglais, espagnol et français), des succès de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris et de l'action menée par les gouvernements, les entreprises et la société civile en faveur du climat partout dans le monde. Le site Internet de la Convention est renforcé par une série de médias sociaux ; il est actualisé et structuré de façon dynamique pour atteindre certaines audiences et présenter l'évolution du régime climatique mondial.

73. Pendant la période considérée, 1 343 775 utilisateurs ont consulté 6 108 179 pages Web. La chaîne YouTube du secrétariat, qui compte 3 279 abonnés, a enregistré 453 871 vues, et le compte Flickr, qui héberge désormais 2 614 photos de conférences et d'activités de communication de la Secrétaire exécutive, a été consulté plus de 500 000 fois

durant la période considérée. La page Google+ du secrétariat compte actuellement 8 601 abonnés et a été visionnée plus de 760 000 fois au cours de la même période.

74. Le niveau d'interaction a considérablement augmenté, en particulier par le biais des médias sociaux (voir les données sur Facebook et Twitter figurant plus loin). Outre les émissions interactives diffusées sur le Web, de nouveaux outils interactifs ont été introduits au cours de la période considérée : Periscope, Google Hangouts et Twitter.

75. Le programme a poursuivi l'application de l'initiative « Élan pour le changement », qui met en avant des solutions positives pour le climat. En 2016, l'appel à candidatures a été ouvert du 19 février au 25 avril. Le secrétariat a reçu 475 candidatures, dont 255 ont été jugées admissibles.

76. Le programme a assuré des services de retransmission en ligne pour des réunions organisées par le Comité de supervision de l'application conjointe (2), le Conseil exécutif du MDP (2), le Comité de l'adaptation (1), le Comité d'examen du respect des dispositions (1), le Comité exécutif de la technologie (1), le Comité permanent du financement (1) et les organes subsidiaires (1), contribuant ainsi à la transparence du processus intergouvernemental. Pendant la période considérée, plus de 200 000 visiteurs du site Web de la Convention ont visionné ces retransmissions.

77. Le programme fournit des services de communication interne au secrétariat, notamment par le biais de ses services Intranet. Une nouvelle plateforme Intranet a été lancée en octobre 2015 afin de favoriser le partage des connaissances et la collaboration. Au cours de la période considérée, la page d'accueil de l'Intranet a été consultée à plus de 514 000 reprises.

78. Le programme fournit au secrétariat des services consultatifs concernant les dossiers, facilite le transfert des dossiers inactifs hors des bureaux et gère le centre chargé des dossiers qui ne sont plus consultés, notamment les archives audiovisuelles concernant les négociations sur la Convention. Au cours de la période considérée, 208 demandes de récupération de dossier émanant du personnel interne et d'utilisateurs extérieurs ont été satisfaites. La taxonomie appliquée comporte désormais des éléments de l'Accord de Paris et a été actualisée en conséquence dans quatre grands systèmes, y compris l'Intranet, les modalités de la nouvelle plateforme de collaboration et le portail Web des documents officiels, afin de fournir au personnel et aux utilisateurs du site externe un meilleur accès à l'information.

J. Technologies de l'information et de la communication

79. Le programme « Technologies de l'information et de la communication » fournit au secrétariat l'infrastructure informatique, les services de soutien et les systèmes d'information spécialisés nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Il veille à ce que les travaux prescrits par les Parties puissent être exécutés en installant et en utilisant une infrastructure fiable et sûre et des applications spécialisées en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Il administre aussi l'infrastructure sous-jacente pour que le site Web de la Convention et ses divers sites externes soient constamment disponibles et que les Parties puissent accéder facilement à la documentation officielle, aux informations, aux portails de données et de communications, aux délibérations et au détail des réunions.

80. Outre les activités ordinaires qui concernent la fourniture de services et la mise en place de systèmes, le programme a fait d'importants progrès dans la transformation des services offerts en matière de TIC, engagée en 2014, et a achevé la restructuration des TIC à la fin de juin 2016. L'ancien programme « Service des technologies de l'information » a

été rebaptisé « Technologies de l'information et de la communication » le 1^{er} avril 2016, associé à une nouvelle structure organisationnelle mieux adaptée et doté des capacités requises pour répondre aux besoins futurs. En outre, les travaux par programme définis dans les accords-cadres ont encore été améliorés pour accroître la transparence des services offerts et des rapports financiers.

81. Dans le cadre de sa transformation et en vue d'apporter des solutions innovantes au secrétariat et aux Parties, le programme a lancé cinq grands projets visant à établir l'infrastructure et les plateformes technologiques nécessaires à la mise en place des futurs systèmes et à optimiser les coûts :

- a) Un projet de regroupement des centres de données pour tirer parti de l'informatique en nuage lorsque cela est possible ;
- b) Un projet d'innovation en matière de mobilité pour permettre au secrétariat et aux Parties de collaborer à tout moment et en tout lieu ;
- c) Un nouveau cadre de sécurité des TIC pour renforcer la sécurité de celles-ci au sein du secrétariat ;
- d) Une nouvelle plateforme de gestion de la relation client pour gérer plus efficacement les parties prenantes et les interactions entre elles ;
- e) Un nouvel entrepôt de données pour faire évoluer la solution actuelle, incorporer la version révisée des Lignes directrices 2006 du GIEC et élaborer une nouvelle interface d'accès aux données relatives aux GES.

82. Au cours de la période considérée, le programme a apporté son appui aux sessions des organes subsidiaires tenues en mai ainsi qu'à 37 ateliers et autres réunions restreintes. Les participants ayant pu utiliser une infrastructure informatique très fiable et très sûre, notamment s'agissant de la liaison Wifi, ils n'ont connu aucune interruption de service et, partant, n'ont formulé aucune plainte à cet égard.

83. Le programme a maintenu en état une infrastructure de réseaux et des services fiables et sûrs en matière de technologies de l'information, ce qui a permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Il a également fourni des services aux systèmes qui résultent de mandats, parmi lesquels le registre du centre national de données, la base de données sur les GES de la Convention, la base de données de compilation et de comptabilisation, l'interface d'accès aux données relatives aux GES, les systèmes d'information du MDP et de l'application conjointe et le registre du MDP, ainsi qu'à des systèmes à l'échelle du secrétariat tels que le système de gestion des contenus pour le site Web de la Convention, le système de gestion des dossiers et divers portails, y compris l'initiative Climate Neutral Now, la plateforme NAP Central, la base de données sur les partenaires du Programme de travail de Nairobi et leurs annonces de contribution, le portail finances et le portail technologie. En outre, le contrôle technique et l'administration des contrats du relevé international des transactions ont été assurés avec efficacité. Les objectifs de l'accord de prestation de services ont été dépassés pour la période de six mois s'achevant en juin 2016.

84. Au cours de la période considérée, le programme a fourni des services et son soutien pour plus d'une centaine d'applications différentes du secrétariat. Le personnel chargé du développement des TIC a contribué à plusieurs améliorations et projets, notamment le registre du centre national de données, l'initiative Climate Neutral Now, la plateforme NAP Central, la base de données sur les partenaires du Programme de travail de Nairobi et leurs annonces de contribution, le portail finances, le portail technologie, le fichier d'experts, le système d'enregistrement en ligne, le système d'enregistrement en ligne des manifestations parallèles et des expositions ainsi que le système d'admission en ligne des organisations

ayant le statut d'observateur, ce qui a permis de créer de nouvelles capacités, ou d'améliorer les capacités existantes, pour le secrétariat et les parties prenantes.

K. Services administratifs

85. Pendant la période considérée, le programme a organisé 914 voyages à l'intention de participants désignés qui ont assisté à la quarante-quatrième session des organes subsidiaires ainsi qu'à 54 autres manifestations officielles au titre de la Convention. Le taux de participation effective aux réunions a été de 93 % (848), les cas de non-participation étant attribués à des empêchements professionnels ou personnels, des problèmes de santé, des problèmes de visa ou des vols manqués.

86. Les achats de biens et de services dans le cadre du programme ont été effectués de manière concurrentielle et économique. Le programme a géré 275 dossiers d'achat, représentant un montant total de 5,6 millions de dollars des États-Unis, dont plus de 70 % au titre d'accords à long terme, et 18 dossiers d'achat de coopération, principalement par le biais des organismes des Nations Unies, pour un montant total de 2,8 millions de dollars. Douze appels d'offres ont été organisés, dont quatre ont abouti à six nouveaux accords à long terme. En moyenne, 3,66 offres ont été reçues en réponse à chaque nouvel appel d'offres, les soumissions retenues étant d'un montant inférieur de 32 % en moyenne à celui des offres les plus onéreuses. Près de 99 % des dossiers d'achat ont été traités dans les délais prévus, ce qui n'a été le cas que de 58 % des appels d'offres.

87. Le programme a encadré les efforts faits par le secrétariat pour parvenir à un fonctionnement neutre sur le plan climatique en mesurant les émissions de GES, en en rendant compte et en mettant en œuvre des mesures de réduction de ces émissions. Le secrétariat a aussi aidé 18 organismes des Nations Unies à parvenir à la neutralité climatique en compensant 377 kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂) (y compris les 5 426 tonnes d'équivalent CO₂ du secrétariat), soit un cinquième des émissions totales de GES produites en 2014 par le système des Nations Unies, grâce à l'achat et à l'annulation d'unités de réduction certifiée des émissions du Fonds pour l'adaptation.

88. Depuis la mise en place du système Umoja en 2015, d'importantes ressources continuent d'être consacrées à la stabilisation du système, pour veiller à ce que les données relatives aux ressources humaines soient exactes et traitées conformément aux normes nouvellement définies. Cela deviendra de plus en plus important pour la mise en œuvre du nouvel ensemble de prestations offertes par les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies durant la période 2016-2018. Les travaux se poursuivront pour accorder la gestion des ressources humaines au secrétariat avec une démarche axée sur les résultats dans le but d'accroître l'efficacité et la responsabilité. De nouveaux efforts seront faits pour poursuivre les objectifs concernant le recrutement de femmes et de candidats originaires de pays non visés à l'annexe I, mais il est peu probable que des progrès importants soient accomplis compte tenu des ressources existantes.

IV. Renseignements complémentaires

89. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat, à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, et à l'annexe III des données sur la réalisation de tous les objectifs des programmes du secrétariat figurant dans le programme de travail de celui-ci pour l'exercice biennal 2016-2017 (FCCC/SBI/2015/3/Add.1).

Annexe I

Ressources humaines : Personnel

[Anglais seulement]

1. Table 12 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2016, of the 455 approved posts, 400.4 had been filled. One of these was a 50 per cent post (half-time post), eight were 80 per cent posts and one full-time post had been filled by two part-time staff working only 50 per cent of the time, thus increasing the actual number of staff to 403. In addition, 23 Professional and 12 General Service level staff members had been hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff at the secretariat to 438.

Table 12

Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2016

	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Subtotal	GS	Total
<i>Trust Fund for the Core Budget</i>											
Approved	1	3	7	14	36	42	17		120	53.5	173.5
Filled ^a	1	2	7	12	30	34.8	15		101.8	49.5	151.3
<i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>											
Approved			1	4	4	13	13		35	12	47
Filled			1	4	3	8	11		27	11.8	38.8
<i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>											
Approved			1	2	12	24	25		64	23	87
Filled			1	2	12	24	24		63	21.5	84.5
<i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>											
Approved					2	3	1		6	1	7
Filled					2	3	1		6	1	7
<i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany^b</i>											
Approved							1		1	8	9
Filled							1		1	8	9
<i>Special account for conferences and other recoverable costs</i>											
Approved							2		2	4	6
Filled							2		2	4	6
<i>Special account for cost recovery related activities</i>											
Approved					8	11	10		29	11	40
Filled					2	6	9		17	8	25
<i>Programme support (overhead)</i>											
Approved			1	2	3	13	7		26	59.5	85.5
Filled			1	2	3	12	7		25	53.8	78.8
Total											
Approved	1	3	10	22	65	106	76		283	172	455
Filled	1	2	10	20	52	87.8	70		242.8	157.6	400.4

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

^a Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

^b These posts are in support of operating the split office premises and are funded by the Government of Germany.

2. Table 13 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2016, Western European and other States accounted for the highest percentage (43.2 per cent) of staff appointed at the Professional level and above, whereas African States accounted for the lowest (7 per cent).

3. The secretariat has continued its efforts in relation to achieving a good geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media, covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible.

Table 13

Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2016^a

<i>Grade</i>	<i>African States</i>	<i>Asia-Pacific States</i>	<i>Latin American and Caribbean States</i>	<i>Eastern European States</i>	<i>Western European and other States</i>	<i>Total</i>
ASG			1			1
D-2					2	2
D-1	3	2	1		4	10
P-5	3	5	2	3	7	20
P-4	2	14	5	7	24	52
P-3	6	29	10	4	39	88
P-2	3	16	13	9	29	70
Total	17	66	32	23	105	243
Percentage of total	7	27.2	13.2	9.5	43.2	100.0

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

4. Table 14 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above between Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) and non-Annex I Parties. As at 30 June 2016, the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 47.3 per cent, compared with 52.7 per cent for Annex I Parties.

Table 14

Distribution of staff members at the Professional level and above between Annex I and non-Annex I Parties^a

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
ASG		1
D-2	2	
D-1	4	6

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
P-5	10	10
P-4	31	21
P-3	47	41
P-2	34	36
Total	128	115
Percentage of total	52.7	47.3

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

5. Table 15 highlights the distribution of staff members by gender. As at 30 June 2016, the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 39 per cent, down by 1.6 per cent from June 2015. The percentage of female staff at all levels was 53.8 per cent as at 30 June 2016, a rise of 1.6 per cent since 30 June 2015.

Table 15

Distribution of staff members by gender^a

<i>Grade</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
ASG		1
D-2	2	
D-1	8	2
P-5	12	8
P-4	29	23
P-3	53	34.8
P-2	44	26
Subtotal	148	94.8
Percentage of P and above	61	39
GS	37	120.6
Total	185	215.4
Percentage of total	46.2	53.8

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

Annexe II

**Projets et manifestations financés à l'aide du Fonds
d'affectation spéciale pour les activités complémentaires
pour l'exercice biennal 2016-2017**

[Anglais seulement]

Table 16
**Income and expenditure of projects and events funded from the Trust Fund for
Supplementary Activities in the biennium 2016–2017 as at 30 June 2016**

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Executive Direction and Management</i>			
Enhancing and strengthening cooperation with the United Nations through the Office of the Secretary-General	28 994	76 816	(47 822)
Supporting negotiations and new institutional arrangements aimed at enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol	536 446	569 237	(32 791)
Providing support to Executive Management in the lead-up to the twentieth session of the Conference of the Parties (COP) and the tenth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)	58 283	3 142	55 141
Groundswell 2.0	75 688	0	75 688
Strengthening gender mainstreaming in climate change action and the UNFCCC process	280 704	64 302	216 402
<i>Mitigation, Data and Analysis</i>			
Supporting the work of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention on implementing the measurement, reporting and verification framework for developing country Parties	282 879	173 792	109 088
Enhancing and maintaining the compilation and accounting database under the Kyoto Protocol	208 883	71 289	137 593
Supporting activities relating to land use, land-use change and forestry, reducing emissions from deforestation and forest degradation, the enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	1 100 153	139 459	960 694
Providing training for expert review teams and organizing meetings of lead reviewers	935 080	272 176	662 904
Supporting the preparation of national greenhouse gas (GHG) inventories and related activities undertaken by Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties), including national forest monitoring systems	625 308	380 979	244 329
Developing and maintaining the UNFCCC information systems for the receipt and processing of GHG data, including the UNFCCC submission portal, the virtual team room and the GHG data interface	91 785	45 311	46 475
Supporting activities relating to the scientific, technical and socioeconomic aspects of mitigation of climate change	5 849	0	5 849
Facilitating the implementation of the work programme for the	93 893	15 088	78 805

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
revision of the UNFCCC reporting guidelines for Annex I Parties and the use of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories			
Supporting the implementation of enhanced action on mitigation by developing country Parties	608 713	214 277	394 436
Supporting activities relating to the impact of the implementation of response measures	11 345	0	11 345
Supporting the work programme for the development of modalities and guidelines for enhanced reporting by developed country Parties and the international assessment and review process	1 288 882	91 591	1 197 291
Supporting the upgraded software (common reporting format (CRF) Reporter) for the reporting of GHG emissions and removals by Parties included in Annex I to the Convention	912 468	399 475	512 993
Developing, deploying and operating a beta version of the nationally appropriate mitigation action registry	76 542	39 711	36 831
Supporting the technical dialogue on nationally determined contributions	275 539	140 288	135 251
Supporting the operationalization of an international consultation and analysis process for developing country Parties	377 570	361 077	16 492
Supporting the implementation of pre-2020 mitigation-related activities stemming from decision 1/CP.21	24 943	2 487	22 456
Supporting the implementation of activities relating to intended nationally determined contributions and nationally determined contributions	205 587	23 193	182 393
Providing support for strengthening the transparency of reporting from non-Annex I Parties, including by strengthening sustainable national GHG inventory management systems, and providing training in the use of the 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories	104 649	88 340	16 309
Supporting the implementation of the transparency framework under the Paris Agreement	111 732	0	111 732
Maintaining and enhancing the UNFCCC data warehouse and related information technology tools and data-processing systems, including tools for the review of GHG inventories and the operation of the GHG data interface on the UNFCCC website	422 859	226 615	196 244
<i>Finance, Technology and Capacity-building</i>			
UNFCCC fellowship programme	16 215	0	16 215
Supporting the implementation of the framework for capacity-building in developing countries established under decision 2/CP.7 and the framework for capacity-building in countries with economies in transition established under decision 3/CP.7	201 986	66 032	135 954
Supporting the implementation of the Technology Mechanism and the work of the Technology Executive Committee, including the implementation of the framework for meaningful and effective actions to enhance the implementation of Article 4, paragraph 5, of the Convention	627 618	197 154	430 465
Supporting the work of the Standing Committee on Finance	757 536	374 037	383 498
Supporting climate finance	84 458	14 630	69 829
<i>Adaptation</i>			

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Supporting the least developed countries and the Least Developed Countries Expert Group	471 802	234 468	237 333
Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change	420 768	(30 623)	451 391
Supporting activities relating to climate change science, research and systematic observation	187 348	49 814	137 533
Supporting the implementation of the Cancun Adaptation Framework	870 986	370 090	500 896
Supporting the periodic review of the adequacy of the long-term global goal referred to in decision 1/CP.16, paragraph 4	162 130	51 454	110 676
Supporting the implementation of adaptation mandates of a cross-cutting nature, including those relating to the Durban Platform, stakeholder engagement, communications and outreach	241 779	119 172	122 606
<i>Sustainable Development Mechanisms</i>			
Supporting the operation of joint implementation	5 288 833	479 683	4 809 150
Elaborating modalities and procedures for the inclusion of carbon dioxide capture and storage in geological formations as project activities under the clean development mechanism	9 289	0	9 289
Implementing the two work programmes mandated under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention agenda item on various approaches relating to (1) a framework for various approaches and (2) the new market-based mechanism	10 660	0	10 660
Organizing a workshop on the review of the modalities and procedures of the clean development mechanism	27 682	0	27 682
Supporting the integration of the clean development mechanism into intended nationally determined contributions	287 538	29 029	258 509
Stimulating contributions from all non-Party actors and building the foundation for their measurement and verification	379 061	4 710	374 351
<i>Legal Affairs</i>			
Handbook on the UNFCCC	13 988	(4 891)	18 879
Providing support to the Compliance Committee	71 609	24 199	47 411
<i>Conference Affairs Services</i>			
Supporting stakeholder engagement in the UNFCCC process	358 160	167 614	190 546
Developing a handbook and film documentary on conference management	63 523	28 586	34 936
Further developing the electronic Official Documents System	103 344	85 265	18 079
Servicing the eighth part of the second session of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP)	111 819	(22 557)	134 376
Servicing the tenth part of the second session of the ADP	103 954	(7 738)	111 692
Servicing the eleventh part of the second session of the ADP	61 971	(323 957)	385 929
Servicing the forty-second sessions of the subsidiary bodies and the ninth part of the second session of the ADP	929	0	929
Servicing the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies and the first part of the first session of the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement	1 453 001	1 049 939	403 062
<i>Communications and Outreach</i>			

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Developing an online portal for UNFCCC information in Spanish	108 437	51 501	56 936
Supporting the implementation of the framework for capacity-building in developing countries established under decision 2/CP.7 and the framework for capacity-building in countries with economies in transition established under decision 3/CP.7	152 401	81 895	70 505
Momentum for Change	40 071	17 568	22 503
Momentum for Change: Women for Results	32 645	55 255	(22 611)
Momentum for Change: Information and Communications Technology Solutions	262 640	155 957	106 683
Undertaking a website project on digital enhancement post-2015 (web and social media)	835 096	94 845	740 251
Developing the mobile application for smartphones, tablet computers and mobile devices	737	(6 473)	7 210
Communications and Outreach travel with and in support of the Executive Secretary	34 316	7 087	27 229
Establishing a photo library to enhance the quality and availability of Communications and Outreach photos	3 732	1 191	2 541
Hosting the Global Youth Video Competition	1 889	(765)	2 655
Establishing an electronic library and knowledge management	2 950	0	2 950
Maintaining the internal newsletter and developing the intranet	63 625	48 150	15 475
Managing and preserving sound recordings of all sessions of the Conference of the Parties and the subsidiary bodies	82 361	81 359	1 002
Managing and preserving video recordings of all sessions of the Conference of the Parties and the subsidiary bodies	39 874	41 581	(1 706)
Implementing the Joint Development of Knowledge Tools on Environmental Conventions (InforMEA Project) under the programme for the Environment and Sustainable Management of Natural Resources, including Energy (ENRTP)	11 000	0	11 000
<i>Information and Communication Technology</i>			
Replacing the e-mail and instant messaging system	2 403	(293)	2 696
Undertaking phase I of developing sustainable support for the UNFCCC collaboration platform	25 448	31 042	(5 594)
Enhancing responsiveness, efficiency and accountability by strengthening secretariat relationship management and communications with Parties and observers	162 557	49 071	113 486
Migrating mandated web information systems	63 625	41 861	21 764
Enhancing information and communications technology security at the UNFCCC	81 256	9 537	71 719
Governing information technology	29 427	0	29 427
<i>Other expenditure</i>			
Junior Professional Officers	423 662	115 059	308 602
Total	23 592 913	7 230 184	16 362 729

^a Note that not all income available under the Trust Fund for Supplementary Activities has been allocated to projects. Some of the income received is held unallocated at the request of contributing Parties for future allocations.

Annexe III

Données sur l'exécution des programmes pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

[Anglais seulement]

Table 17

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme

Objective 1: ensure effective support of Parties' efforts to construct an enhanced multilateral rules-based system under the Convention pursuant to the outcome of COP 21 and the Bali Road Map and to prepare for and support the entry into effect of the Paris Agreement

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat responds effectively to the priorities set by Parties in constructing an enhanced rules-based system under the Convention	The proportion of mandated outputs relating to the Paris Agreement delivered and delivered on time	Information on the delivery of mandated outputs relating to the Paris Agreement will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017
	The level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat. Actual result for 2013: ^b 92 per cent of all respondents somewhat agreed, agreed or strongly agreed with the statement that their level of satisfaction with the work of the secretariat was consistently high. Target: to maintain the level of satisfaction at 90–95 per cent	Information on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017

Objective 2: ensure effective and state-of-the-art support to the institutions and governance arrangements established under the Convention and its legal instruments

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
All facets of climate change intergovernmental meetings are well organized. Appropriate procedural, substantive and logistical support is provided to Parties. The Presidents of the Conference of the Parties (COP) and the COP Bureau are well informed and able to carry out their functions effectively	The level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions. Baseline: in 2013, 66 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the statement "The secretariat supported the intergovernmental process effectively", and 60 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the statement "The secretariat provided good advice on procedures and content for mandated conferences, meetings and events". Target: increase the level of satisfaction of respondents to the 2016 survey	Information on the level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017

The level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support.^c Baseline: in 2013, 100 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the statement "The secretariat provides appropriate and effective support in logistical arrangements for the Bureau meetings", and 88 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the statement "The secretariat provides optimal support to enable the members of Bureau to guide the intergovernmental process"

Information on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017

Objective 3: mobilize and catalyse climate action, facilitate coordination of partnerships for action and of the contribution of intergovernmental organizations and the United Nations system

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Support provided by the United Nations, intergovernmental agencies and other stakeholders to Parties in the implementation of the Convention is enhanced, with a wide network of non-state actors (including intergovernmental organizations and the United Nations system) directly supporting and contributing to the implementation of the Convention and its outcomes	Number of active partnerships with the following stakeholder groups: organizations in the United Nations system, faith-based organizations, military, women, legislators, investors, business, cities and subnational governments that contribute to the implementation of the Convention and its outcomes	Twelve such partnerships were concluded in the reporting period
	Participation of the Executive Secretary in other organizations' events	The Executive Secretary attended 51 events during the reporting period

Objective 4: continue to develop the secretariat as a well-managed, top-performing institution with a healthy working culture

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat's internal processes and operations are effective, efficient and environmentally sustainable	Net cost savings resulting from efficiency measures	The secretariat remained committed to its efficiency programme by generating and implementing efficiency initiatives. However, as there is no mandate to provide an official report on efficiency gains in the biennium 2016–2017, no monitoring is in place
	Amount of greenhouse gas (GHG) emissions per secretariat staff member from headquarters operations and travel of staff and supporting personnel, except for travel to sessions of the COP. Baseline: 3 t CO ₂ eq per capita per annum. Target: 2.5 t CO ₂ eq per	The GHG emissions resulting from the secretariat's facility operations and all staff travel, except for COP-related travel, amounted to 1,500 t CO ₂ eq, or 2.6 t CO ₂ eq per capita (staff and other personnel) in 2014

	capita per annum	
	The percentage of unavoidable residual GHG emissions from headquarters operations and all travel funded by the secretariat that is offset. Baseline: 100 per cent. Target: 100 per cent	The secretariat offset 100 per cent of its residual GHG emissions of 5,428 t CO ₂ eq in 2014 through the purchase and cancellation of Adaptation Fund certified emission reductions
Competent, motivated and geographically diverse staff balanced in gender are recruited, trained and retained	The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). Actual figure as at March 2015: 50.2 per cent of staff in the Professional category and above are from non-Annex I Parties. Target: increase the percentage of staff from non-Annex I Parties	A total of 47.3 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties as at 30 June 2016
	The percentage of women in posts in the Professional category and above. Actual figure as at March 2015: 38.2 per cent of staff in the Professional category and above are women. Target: increase this percentage to 50 per cent	A total of 39 per cent of staff in the Professional and higher levels were women as at 30 June 2016
	The level of satisfaction of staff with their job, management and development opportunities. Actual figure as at September 2013: more than 80 per cent of staff participating in a secretariat-wide survey expressed overall satisfaction with their current job, and 69 per cent expressed their satisfaction with the overall quality of management of the secretariat. Altogether, 45 per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their career. Target: increase the level of staff satisfaction	Actual figures as at May 2016 on the level of satisfaction of staff with their job, management and development opportunities: 80 per cent of staff participating in a secretariat-wide survey expressed overall satisfaction with their current job; and 68 per cent expressed their satisfaction with the overall quality of management of the secretariat. Altogether, 61 per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their career
The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol	The percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding. Actual result for the period January–June 2014: less than 1 per cent. Target: reduce this percentage to 0 per cent	Sufficient funding was available for the delivery of all mandated outputs
	The contribution rate to the core budget. Actual: 65 per cent of the indicative contributions for the biennium 2014–2015 had been received by the secretariat by 31 March 2015. Target: increase the	EUR 14.7 million, or 66 per cent, of the indicative contributions to the core budget expected for 2016 had been received as at 30 June 2016

	contribution rate	
	The ratio of actual expenditure to the approved budget. Actual result for the biennium 2012–2013: 99.4 per cent. Target: maintain this percentage in the biennium 2016–2017	The implementation rate of the core budget for 2016 had reached 50.2 per cent through to June 2016
Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process	The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters. Baseline: implementation rate as at 30 June 2014 was 83 per cent. Target: 90 per cent implementation rate	The secretariat had not received the report from the auditors at the time of the preparation of the performance report. Therefore, information on the implementation rate of audit recommendations will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017

^a See document FCCC/SBI/2011/16, page 33.

^b The next survey on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be conducted in 2016.

^c The next survey on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat's support will be conducted in 2016.

Table 18

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Mitigation, Data and Analysis programme

Objective 1: support Annex I Parties in the communication and consideration of information on the implementation of the relevant provisions of the Convention, its Kyoto Protocol and relevant decisions^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for the fulfilment of reporting and review requirements in relation to information provided by Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) under the Convention and its Kyoto Protocol	All greenhouse gas (GHG) inventories from Annex I Parties and relevant supplementary information submitted on time during the biennium are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames	As at 30 June 2016, 43 of the 44 submissions of GHG inventories from Annex I Parties under the Convention had been received. The submissions of GHG inventories and relevant supplementary information under the Kyoto Protocol had been received from 37 of 38 Annex I Parties with commitments inscribed in Annex B to the Kyoto Protocol for the second commitment period; and 26 of 38 initial reports for the second commitment period had been received. One Party's GHG inventory and supplementary information is in an advanced stage of preparation and expected to be submitted in late summer 2016. Some submissions were delayed beyond the mandated deadlines, owing mainly to the late release of the version of the common reporting format (CRF) Reporter software supporting the reporting requirements under the Kyoto Protocol. As at 30 June 2016, 7 of 44 status reports on the 2016 submissions had been published and the remainder were under preparation Preparations for the technical reviews of the 2016 GHG inventory submissions of Annex I Parties and, for relevant Parties, of the initial reports for the second commitment period of the Kyoto Protocol have been launched and are ongoing, in accordance

		with the mandated timelines
	All national communications and relevant supplementary information and biennial reports from Annex I Parties are received and reviewed by international expert review teams and relevant reports are published within the biennium	During the reporting period, all submissions of second biennial reports from Annex I Parties were received and processed. A national communication was also received from one Annex I Party. As part of the international assessment and review process, the secretariat coordinated the technical reviews of the biennial reports and one national communication from 43 Parties
	All reports relating to the implementation of final accounting for the first commitment period of the Kyoto Protocol are prepared and published in accordance with the mandates	All 37 ‘true-up period’ reports for the first commitment period were finalized and published in accordance with the mandated timeline
The international assessment and review of GHG emissions and removals relating to quantified economy-wide emission reduction targets for developed country Parties is facilitated and completed within the biennium	All submitted second biennial reports are reviewed in 2016 and review reports are published within the framework set out in the relevant decision Multilateral assessment for all Annex I Parties under the Subsidiary Body for Implementation (SBI) is finalized within the biennium	All submitted second biennial reports have been reviewed by teams of experts nominated by their governments. Review reports for 24 Annex I Parties were published before 1 August 2016 to enable multilateral assessment for those Parties to take place at SBI 45. The remaining reports are under preparation and planned to be published by 1 December 2016
	Compilation and synthesis of second biennial reports is prepared for consideration by the SBI in 2016 and mandated technical papers are prepared before the deadlines	The compilation and synthesis of second biennial reports is under preparation and planned to be published in September 2016 for consideration at SBI 45
Training courses are updated, revised and completed and a sufficient number of experts are trained and ready to participate in the reviews under the Convention and its Kyoto Protocol	The number of the experts participating in the GHG inventory review training courses per year. Baseline and target: 30–60 experts per year The number of the experts participating in the biennial report and national communication review training courses per year. Baseline and target: 25–50 experts per year	A refresher seminar for experienced reviewers was held on 29 February 2016 with the participation of 55 experienced experts and lead reviewers. Thirty experts participated in the training courses and training seminar for the review of GHG inventories under the Convention in April 2016. In addition, 37 experts participated in the non-instructed training courses for the review of GHG inventories in the first half of 2016. Eighty-five experts took the courses on the review of national communications and biennial reports in the first half of 2016
	The availability of timely updates of training materials. Target: up to six courses are updated, revised and completed, and up to three new courses are developed by the end of the biennium	Five training courses for the review of supplementary information reported for the second commitment period of the Kyoto Protocol were developed in 2016 and will be offered to 83 experts at the beginning of July 2016

Objective 2: support non-Annex I Parties in the preparation and submission of their national communications and biennial update reports, including greenhouse gas inventory information, and in the preparation and implementation of nationally appropriate mitigation actions under the Convention and the implementation of the international consultation and analysis of biennial update reports^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) in the fulfilment of their reporting requirements under the Convention	At least 300 experts from non-Annex I Parties are trained	A total of 312 experts were trained: 91 national experts from non-Annex I Parties were trained on how to use the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2006 IPCC Guidelines on National Greenhouse Gas Inventories and also on how to set up sustainable national GHG inventory management systems; 65 national experts were trained to prepare and implement their nationally appropriate mitigation actions (NAMAs) and to prepare their intended nationally determined contributions; and 156 experts were trained and certified to participate in the technical analysis of biennial update reports (BURs)
	Number of submitted reports from non-Annex I Parties increased compared with the previous biennium	As at 30 June 2016, 13 national communications had been submitted by non-Annex I Parties. Six were second national communications and seven were third national communications. Ten non-Annex I Parties submitted their BURs
The NAMA registry is established effectively and updated regularly	At least 80 per cent of all developing countries have access to the NAMA registry	During the reporting period, 67 per cent of all developing countries had access to the NAMA registry
	The number of mitigation actions and the provision of support recorded in the NAMA registry and the extent of matching of action and support is significantly higher than the current baseline of 87 NAMAs, 14 sources of support and 8 matches of NAMAs with support	The registry currently contains 127 NAMA entries submitted by developing countries, 18 entries on sources of support and 16 matches of NAMAs with support
The international consultation and analysis of biennial update reports (BURs) from developing countries is facilitated	Online training course for experts in supporting the technical analysis of BURs is developed and operational	The online training course for experts supporting the technical analysis of BURs has been in full operation. A total of 28 new experts have been trained, bringing the number of certified experts who are now eligible to participate in the technical analysis of BURs to 278. Ten BURs were submitted in the reporting period and all of those were technically analysed within six months of their submission. In addition, three reports submitted in 2015 were technically analysed in the reporting period. The first-ever workshop for the facilitative sharing of views, involving 13 non-Annex I Parties, was successfully conducted from 20 to 21 May 2016
	100 experts trained to participate in the analysis of BURs	
	All BURs submitted by developing countries are analysed within six months of their submission	
	Workshops on facilitative sharing of views are organized	

Objective 3: improve the methodological and scientific bases for enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for the consideration of the scientific and methodological issues relating to mitigation	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	<p>All mandated outputs were delivered and delivered on time, including the organization of two in-session workshops on agriculture and one in-session workshop on land use, land-use change and forestry (LULUCF) held at the forty-fourth session of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA). All reports on the mandated events are expected to be delivered on time for consideration at SBSTA 45</p> <p>Parties and observer organizations provided their views on the elements that were considered at the two in-session workshops on agriculture. The secretariat compiled the views into a miscellaneous document for consideration at SBSTA 44</p>
Work on methodological and scientific matters related to LULUCF and agriculture as well as REDD-plus ^e in developing countries is facilitated	The proportion of mandated outputs, including mandated reports and technical papers, on LULUCF, agriculture and REDD-plus delivered and delivered on time	<p>The secretariat prepared a synthesis report on the technical assessment process for REDD-plus forest reference emission levels and forest reference levels (as mandated in decision 13/CP.19, paragraph 4), which was considered and taken note of at SBSTA 44</p> <p>The secretariat facilitated the organization of the third voluntary meeting on the coordination of support for REDD-plus and provided support to the Presidency that facilitated the meeting. Approximately 140 REDD-plus focal points, Party delegates and representatives of international organizations and civil society participated in the meeting. The secretariat also supported the Presidency in producing relevant outreach media material, such as producing a brief video clip and news article</p>
Work on other methodological and scientific matters, including in the areas of common metrics, international aviation and maritime transport and fluorinated gases, is facilitated	The proportion of mandated outputs, including mandated technical papers on common metrics, on international aviation and maritime transport and fluorinated gases delivered and delivered on time	All mandated outputs were delivered and delivered on time. Discussions on all matters under the SBSTA advanced and two mandated outputs in the form of miscellaneous documents were delivered
Effective support is provided for the implementation of the Warsaw Framework for REDD-plus	<p>The proportion of the technical assessments of forest reference levels/forest reference emission levels concluded and concluded on time</p> <p>All guidance on enhancement of the information hub on the web platform^f on the UNFCCC website is implemented by the deadlines set by Parties</p> <p>The number of entries inserted by</p>	<p>During the reporting period, nine submissions of forest reference emission levels and forest reference levels were received from developing country Parties. The centralized technical assessment of the submissions was held from 14 to 18 March 2016 in Bonn, Germany, with the participation of 18 LULUCF experts and one observer from the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention. The technical assessment process is ongoing and expected to be concluded by the end of November 2016</p>

the secretariat in the information hub following guidance in decision 9/CP.19, paragraph 14

The Lima REDD+ Information Hub on the REDD+ Web Platform on the UNFCCC website was developed at the end of 2014. One developing country Party has entered its assessed REDD-plus reference level and results on the information hub. At least another two developing country Parties are preparing relevant input for once the technical analysis of their submitted REDD-plus results has been completed. During the reporting period, 36 new submissions were shared on the REDD+ Web Platform. The number of new registered users of the web platform, including the discussion forum, was 52

Cooperation with intergovernmental organizations involved in activities related to reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries (REDD) as well as activities related to LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport and fluorinated gases is maintained and further strengthened

The number of meetings of relevant intergovernmental organizations attended by UNFCCC staff to ensure that their activities related to REDD, LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport and fluorinated gases actively contribute to the objective of the Convention is increased by at least 20 per cent over the previous biennium

The secretariat attended 3 meetings in relation to international aviation and maritime transport, 1 meeting on fluorinated gases and 10 meetings on REDD, LULUCF and agriculture

Objective 4: support Parties, in particular developing country Parties, in addressing their specific needs and concerns arising from the impact of the implementation of response measures⁸

Expected result(s)

Performance indicator(s)

Performance data

Effective support is provided to work relating to the impact of the implementation of response measures

Progress in consolidating and streamlining agenda items on response measures

Parties' agreement on an improved forum on the impacts of the implementation of response measures and for the forum to serve the Paris Agreement ensures continued discussion on all agenda items on response measures in the context of the forum

Enhanced reporting on response measures in national communications and BURs

Two technical papers on the assessment of the impacts of response measures and economic diversification provided, among others, guidance on reporting

Parties have an enhanced understanding of impacts of response measures and are better able to cooperate among themselves and with other relevant stakeholders to address and report on such impacts

Increased willingness of Parties to consider and address technical issues related to response measures

Two technical papers on the assessment of impacts and economic diversification were mandated and prepared. Parties' agreement on the terms of reference for the ad hoc technical expert groups under the improved forum at the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies is a good indicator of their willingness to move into technical discussions and implementation

International cooperative arrangements are established

Objective 5: support Parties in the implementation of the Paris Agreement and the technical examination process of opportunities with high mitigation potential, including those with adaptation, health and sustainable development co-benefits^h

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The implementation of the Paris Agreement is supported as required		<p>The first part of the first session of the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement (APA) took place in Bonn in May 2016 and started the implementation of the work programme resulting from decision 1/CP.21 and the Paris Agreement. Also in May 2016, the SBI and the SBSTA started their work on the implementation of that work programme</p> <p>The programme coordinated the work of the APA and the SBI as a whole and provided technical and logistical support in relation to a large number of agenda items of the APA, the SBI and the SBSTA</p>
Effective support is provided to the work relating to the preparation and consideration of intended nationally determined contributions (INDCs) from all Parties	The number of submissions communicating INDCs considered during the biennium	<p>The secretariat, in response to decision 1/CP.20, set up a platform for the communication and publication of INDCs. A registry for nationally determined contributions was deployed in May 2016</p> <p>Support was provided to Parties through the establishment of a dedicated e-mail account to which to address all their queries and through a series of regional dialogues, organized in cooperation with the United Nations Development Programme, to assist Parties with the preparation of their INDCs. International efforts resulted in 190 Parties communicating an INDC by mid-2016</p> <p>The secretariat prepared an assessment of the aggregate effect of INDCs, which was issued in accordance with the mandate by 1 October 2015. An updated version was issued on 2 May 2016</p>
Effective support is provided to the technical examination process	<p>The number of meetings organized by the secretariat</p> <p>The number of new initiatives launched</p>	<p>Two technical expert meetings were held at the May 2016 sessions of the subsidiary bodies, one on the social and economic value of carbon and one on public transport and fuel efficiency. The results of the meetings have been reflected in relevant summaries, technical papers and summaries for policymakers</p> <p>One new initiative on climate change and buildings was launched</p>

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Articles 4 and 12 of the Convention, Articles 5, 7 and 8 of the Kyoto Protocol and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 3/CP.8, 17/CP.8, 2/CP.9, 12/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 10/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 15/CP.17, 1/CP.18, 2/CP.18, 19/CP.18, 20/CP.18, 1/CP.19, 23/CP.19, 24/CP.19, 13/CP.20 to 15/CP.20, 13/CMP.1 to 16/CMP.1, 20/CMP.1, 22/CMP.1, 27/CMP.1, 8/CMP.5, 2/CMP.7 to 5/CMP.7, 1/CMP.8, 2/CMP.8, 7/CMP.8 and 12/CMP.8.

^c Article 4, paragraphs 1, 3, 8 and 9, and Article 12, paragraphs 1(a-c) and 4, of the Convention and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 3/CP.8, 17/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 24/CP.18, 1/CP.19, 19/CP.19 and 20/CP.19.

^d Decisions 4/CP.1, 18/CP.5, 1/CP.13, 2/CP.13, 4/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 12/CP.17, 1/CP.18, 1/CP.19, 9/CP.19 to 15/CP.19, 6/CMP.3 and 2/CMP.7.

^e In decision 1/CP.16, paragraph 70, the Conference of the Parties encouraged developing country Parties to contribute to mitigation actions in the forest sector by undertaking the following activities: reducing emissions from deforestation; reducing emissions from forest degradation; conservation of forest carbon stocks; sustainable management of forests; and enhancement of forest carbon stocks.

^f <http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php>.

^g Article 4, paragraphs 8–10, of the Convention, Article 2, paragraph 3, and Article 3, paragraph 14, of the Kyoto Protocol and decisions 5/CP.7, 1/CP.10, 1/CP.13, 1/CP.16 and 8/CP.17.

^h Articles 4 and 12 of the Convention, decisions 1/CP.19 and 1/CP.20 and further specific mandates to be considered at forthcoming sessions of the Conference of the Parties.

Table 19

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Finance, Technology and Capacity-building programme

Objective 1: support the intergovernmental process with regard to the mobilization, delivery and oversight of climate finance for adaptation and mitigation^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are effectively supported in intergovernmental negotiations on issues related to the mobilization and delivery of climate finance	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Delivery of the mandated outputs is progressing in a satisfactory manner and the following were achieved during the reporting period: conclusion of a draft decision on the terms of reference for the third review of the Adaptation Fund at the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies; and conclusions on modalities for the accounting of financial resources provided and mobilized through public interventions in accordance with Article 9, paragraph 7, of the Paris Agreement
Effective support is provided to the implementation of the work programme of the Standing Committee on Finance	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Delivery of the mandated outputs is progressing in a satisfactory manner and the following were achieved during the reporting period: organization of the 12 th meeting of the Standing Committee on Finance, preceded by a retreat; and preparation of the draft 2016 biennial assessment and overview of climate finance flows
	The number of views of the pages on the Financial Mechanism ^c and the finance portal ^d on the UNFCCC website. Baseline: 20,669 page views for the period January–June 2014. Target: maintain number of views	There were 81,052 page views in the reporting period
Effective support is provided to mandated activities relating to long-term finance and the measurement, reporting and verification of climate finance	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated outputs were delivered on time as regards long-term finance through the successful organization of the in-session workshop on climate finance focusing on adaptation finance held during the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies

Objective 2: support and enhance cooperation among Parties and relevant organizations on research, development, demonstration, deployment, diffusion and transfer of technologies for adaptation and mitigation^e

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for intergovernmental work and negotiations on issues relating to technology	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All outputs required to be delivered during the reporting period were delivered on time. The in-session workshop on linkages between the Technology Mechanism and the Financial Mechanism

development and transfer		was held during the May 2016 sessions of the subsidiary bodies and the publication on guidance on preparing technology action plans was launched at the same time
Effective support is provided in the implementation of the work plan of the Technology Executive Committee (TEC)	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All outputs required to be delivered during the reporting period in accordance with the TEC workplan were delivered on time. The new TEC rolling workplan for 2016–2018 was adopted at the TEC 12 in April 2016. The thematic dialogue on South–South cooperation on technologies for adaptation was successfully held at TEC 12. Support was provided to the TEC intersessionally and during TEC 12 in a timely manner
	The number of relevant stakeholders that contribute to the implementation of the TEC workplan	The TEC established six task forces to work intersessionally to support the implementation of its workplan for 2016–2018, including the active participation of representatives of 21 observer organizations
Effective support is provided in facilitating effective interaction between the TEC and the Climate Technology Centre and Network (CTCN) and provision of information on technology development and transfer	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Facilitated collaboration between the TEC and the CTCN on common mandated and joint activities is progressing in a satisfactory manner. The TEC and the CTCN initiated joint work on the research, development and demonstration of mitigation and adaptation technologies and in preparing updated procedures for the joint chapter of their joint annual report to the Conference of the Parties
	Number of page views of the UNFCCC technology information clearing house TT:CLEAR. ^f Baseline: 357,908 page views for the period January–June 2014. Target: maintain number of views	TT:CLEAR received 527,822 page views in the reporting period

Objective 3: enhance the capacity of Parties to enable the full, effective and sustained implementation of the Convention and its Kyoto Protocol⁸

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for intergovernmental negotiations on issues related to capacity-building	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Delivery of the mandated outputs is progressing in a satisfactory manner and the following were delivered during the reporting period: a draft decision on the terms of reference of the Paris Committee on Capacity-building; and two compilation and synthesis reports on capacity-building implementation and one technical paper on the review of the capacity-building framework
The Durban Forum on capacity-building is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated outputs foreseen to be delivered during the reporting period were delivered on time, including the successful organization of the in-session Durban Forum on capacity-building

The implementation of the frameworks for capacity-building is facilitated	The number of organizations that reported on their contribution to the implementation of the frameworks for capacity-building	Fifteen organizations provided information on their activities undertaken to implement the capacity-building framework in developing countries. The number of reported activities increased from 625 submitted in 2015 to 681 submitted in the first half of 2016
---	---	---

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 11 of the Convention and decisions 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 3/CP.17, 1/CP.18, 3/CP.19 and 1/CMP.3.

^c <http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/items/2807.php>.

^d <<http://unfccc.int/financeportal>>.

^e Decisions 4/CP.7, 3/CP.13, 4/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 4/CP.17, 1/CP.18, 13/CP.18, 14/CP.18 and 25/CP.19.

^f <<http://unfccc.int/ttclear>>.

^g Article 10(e) of the Kyoto Protocol and decisions 2/CP.7, 3/CP.7, 2/CP.10, 3/CP.10, 4/CP.12, 6/CP.14, 1/CP.16, 2/CP.17, 13/CP.17, 1/CP.18, 29/CMP.1, 6/CMP.2, 6/CMP.4, 11/CMP.6, 15/CMP.7, 10/CMP.8 and 11/CMP.8.

Table 20

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Adaptation programme

Objective 1: support Parties, in particular developing country Parties, in assessing impacts, vulnerability and risks and in developing and implementing adaptation plans, policies and actions^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The work of the Adaptation Committee is successfully facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated activities were delivered on time during the reporting period: the secretariat organized the 9 th regular meeting of the Adaptation Committee, the 3 rd Adaptation Forum, a side event at the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies and several informal meetings with members of the Least Developed Countries Expert Group (LEG) to further work on the new mandates arising from decision 1/CP.21. The secretariat supported the Adaptation Committee in its continued collaboration with other institutional arrangements under the Convention and with non-Party stakeholders
	The proportion of working papers and information products delivered in support of the work programme of the Adaptation Committee and delivered on time	The secretariat produced a total of 10 mandated background papers (all on time) for the regular meeting of the Adaptation Committee held during the reporting period. It has also been supporting the Adaptation Committee by preparing evolving working papers, such as background notes for the national adaptation plan (NAP) task force, and presentations for other meetings involving representation of the Adaptation Committee
The process for the formulation and implementation of NAPs is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated activities were delivered on time, including the continuing development and enhancement of NAP Central as a platform supporting NAPs, the development of the online questionnaire supporting the assessment of progress of NAPs under the Subsidiary Body for Implementation and the participation of resource persons in a number of NAP-related workshops

The implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change (NWP) is facilitated

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

All expected outputs mandated during the reporting period were delivered on time. In particular, an information note was prepared providing a synthesis of the outcomes of the knowledge-sharing activities undertaken by regional centres and networks and international organizations at the regional level. A compilation of good practices and tools and available data collection initiatives for the use of local, indigenous and traditional knowledge and practices for adaptation was prepared jointly with the Adaptation Committee and the LEG. The secretariat also prepared: seven synopses highlighting key messages arising from activities undertaken under the NWP addressing the four thematic areas (ecosystems, water resources, health and human settlements) and the three cross-cutting considerations (linking national and local adaptation planning; gender issues; and local, indigenous and traditional knowledge); a progress report and an eUpdate NWP newsletter. The enhancement of the adaptation knowledge portal is also ongoing

A steady increase in the number of actions carried out within the framework of the NWP by its partners. Total number of action pledges as at March 2015 stands at 184

The NWP has engaged relevant organizations as partner organizations, which are committed to aligning their activities with the objectives of the NWP and to carrying out initiatives, including through action pledges and collaborative actions. The number of NWP partner organizations as at July 2016 stood at 315 and 188 action pledges had been made by NWP partner organizations

Work on loss and damage under the Warsaw International Mechanism on Loss and Damage associated with Climate Change and its Executive Committee is facilitated and supported

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

The members of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts were effectively supported in holding two meetings in the first half of 2016, as well as intersessionally in the implementation of activities in their initial two-year workplan and work mandated by decision 1/CP.21, and in giving presentations at other meetings involving its representation. The Executive Committee was also supported in holding a side event on the margins of the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies. The secretariat further supported the Executive Committee in its collaboration with bodies under the Convention and organizations and expert bodies outside the Convention

The work of the LEG in relation to NAPs, the implementation of national adaptation programmes of action and other elements of the least developed countries work programme is successfully facilitated

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

All mandated activities were delivered on time. The LEG was effectively supported in holding its first meeting within its new mandated term. Twelve background documents were prepared to support said meeting. The LEG was also ably supported during its joint meeting with the Adaptation Committee held on the margins of forty-fourth sessions of the subsidiary bodies

The level of satisfaction of users of the knowledge products

Positive feedback was consistently received from

prepared by the LEG and the secretariat users, most recently during the 2016 NAP Expo

Objective 2: support the review of the adequacy of the long-term global goal and the consideration of matters related to science, research and systematic observation^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Work by the Convention bodies on matters related to science, research and systematic observation is facilitated	<p>The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p> <p>The number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention. Baseline and target: eight programmes and/or organizations</p>	<p>All mandated outputs were delivered on time</p> <p>A total of 24 international and regional programmes participated in the 8th research dialogue</p> <p>New modalities were used – an information note prepared by the Chair of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA) and a poster campaign – to engage participants and encourage involvement and discussions resulting in a three-fold increase in attendance compared with in previous years</p>
Implementation of recommendations of the 2013–2015 review on the adequacy of the long-term global goal is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	<p>Outputs were delivered on time and more will be delivered in the second half of 2016</p> <p>Support was provided to the negotiations on the scope of the periodic review under the Convention. The scientific community responded positively to the encouragement to address information and research gaps identified during the structured expert dialogue and the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) decided to produce the special report requested by the Conference of the Parties at its twenty-first session</p>
Supporting the implementation of outcomes of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action based on a long-term approach and science-based management of the global pathway	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	<p>Outputs were delivered on time and more will be delivered in the second half of 2016</p> <p>Support was provided in relation to the agenda items on matters relating to the global stocktake under the Paris Agreement under the Ad Hoc Working Group on the Paris Agreement and advice on how the IPCC assessments can inform the global stocktake under the SBSTA. A special SBSTA–IPCC event was held at SBSTA 44 and an information note was prepared by the SBSTA Chair to support Parties’ preparations for the event</p>

Objective 3: engage a wide range of stakeholders and widely and effectively disseminate information, including through the UNFCCC website^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
A wide range of stakeholders is engaged in the implementation of all relevant mandates	The number of collaborative activities among organizations and between Parties and organizations facilitated. Baseline: nine events as at June 2014. Target: 14 events	The number of collaborative activities among organizations and between Parties and organizations has increased to the set target (14). They included the participation of non-Party stakeholders and United Nations agencies in the technical expert meetings (TEMs) organized under the technical examination process on adaptation and held during the forty-fourth

		sessions of the subsidiary bodies, inter-agency work on the United Nations Sustainable Development Goals and work on the adaptation aspect of the intended nationally determined contributions. The TEMs were recognized as being very successful by Parties and organizations
	The number of new stakeholders that are engaged on adaptation	The number of stakeholders engaged has increased by about 10 per cent compared with in the baseline period
Comprehensive and user-friendly information is made available in a timely manner	The information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation ^e is regularly updated. Baseline and target: update the information every two weeks	Over 10,500 (end of January: 8,700) stakeholders engaged on the Adaptation Exchange Facebook account, with an average reach of 10,000–15,000 users per week The information on the UNFCCC website has been updated every two weeks
	The number of visits to the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation	There were more than 100,000 unique visits in the reporting period

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 4, paragraphs 8 and 9, and Articles 5, 9, 10 and 12 of the Convention and decisions 5/CP.7, 28/CP.7, 1/CP.10, 2/CP.11, 4/CP.11, 1/CP.13, 8/CP.13, 1/CP.16, 6/CP.16, 5/CP.17 to 7/CP.17, 3/CP.18, 11/CP.18, 12/CP.18, 2/CP.19, 17/CP.19, 18/CP.19 and 2/CP.20.

^c Article 2, Article 4, paragraph 1(g) and (h), and Articles 5, 9 and 12 of the Convention and decisions 8/CP.3, 14/CP.4, 5/CP.5, 11/CP.9, 5/CP.10, 11/CP.13, 9/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 16/CP.17 and 1/CP.18.

^d Decisions 2/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16, 6/CP.16, 2/CP.19 and 17/CP.19.

^e <<http://unfccc.int/adaptation/items/4159.php>>.

Table 21

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme

Objective 1: realize the full potential of sustainable development mechanisms to enhance the implementation of the Convention^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Work programmes of the intergovernmental bodies on the further development of project-based mechanisms are facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time. Baseline: 100 per cent (4 out of 4) recurring mandates delivered in accordance with specified timelines. Target: maintain 100 per cent delivery	All mandated outputs were delivered on time The outputs of the specific mandates provided to the secretariat at recent sessions to facilitate access to the section concerning sustainable development in the project and programme design documents of the project activities and programmes of activities on the online platform for voluntary cancellation of certified emissions reductions (decision 6/CMP.11, paragraph 5) and to provide technical assistance to designated national authorities, upon their request, for the development of guidelines for local stakeholder consultation in their countries (decision 3/CMP.9, paragraph 20) were delivered The generic continuous mandates to support the Executive Board of the clean development mechanism (CDM) (decision 3/CMP.1, annex,

Parties are supported in their consideration and development of further market-based and other collaborative mechanisms	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	paragraph 19) and the Joint Implementation Supervisory Committee (JISC) (decision 9/CMP.1, annex, paragraph 19) are being delivered in a continuous manner and the secretariat continues to function as the facilitator of the Nairobi Framework (decision 3/CMP.9, paragraph 24) ^b Information on the status of the mandates will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017
---	--	---

Objective 2: support and optimize the operation of the clean development mechanism^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the CDM Executive Board and its panels and working groups are efficiently organized and well supported	The level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided	Information on the level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided by the programme for their work will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017
	The proportion of meeting documents made available in accordance with the rules of procedure of the CDM Executive Board	The secretariat organized and supported two meetings of the CDM Executive Board, such that 100 per cent of all documents (32) were made available fully in accordance with the rules and procedures
	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 36 per cent (46 of 127) of the mandated outputs were delivered fully in accordance with the specified timelines. 56 per cent (71 of 127) of the mandated outputs are ongoing and the remaining 8 per cent (10 of 127) of the mandated outputs are continuously delivered at every meeting and have been delivered in accordance with the specified timelines
The operation of the CDM is facilitated efficiently	The proportion of methodology cases (new methodologies and revision of existing ones) processed within the specified timelines	A total of 100 per cent of the methodology cases were processed within the timelines specified by the procedures; 15 cases developed under bottom-up and top-down workstreams were processed within the specific timelines
	The proportion of new registrations processed within the specified timelines	A total of 84 per cent of new registrations were processed within the specified timelines
	The proportion of issuance instructions processed within the specified timelines	A total of 86 per cent of issuance instructions were processed within the specified timelines
	The proportion of applications for accreditation processed within the specified timelines	No applications were received during the reporting period
Participation in CDM project activities and programmes of activities is facilitated	The number of standards developed or simplified that are relevant to low-income communities (including the development of standardized	Ten standards were developed or simplified that are relevant to low-income communities. In addition, 22 standardized baselines are being processed

baselines)

The number of countries with 10 or more registered projects

The number of countries with 10 or more registered projects is 37

The number of programme of activities registrations in underrepresented regions

There were 200 programme of activities registrations in underrepresented regions

Objective 3: support and optimize the operation of joint implementation^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the JISC and of its panels and working groups are efficiently organized and well supported	The level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided	Information on the level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided by the programme for their work will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017
	The proportion of meeting documents made available in accordance with the rules of procedure of the JISC	The secretariat organized and supported one meeting of the JISC, such that 100 per cent of all documents (eight) were made available fully in accordance with the rules and procedures
	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time. Baseline: 100 per cent (7 of 7) recurring Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol joint implementation mandates delivered in accordance with specified timelines. Target: maintain 100 per cent delivery	61 per cent (11 of 18) of the mandated outputs of the JISC were delivered in accordance with the specified timelines. 39 per cent (7 of 18) of its mandated outputs are ongoing in accordance with the specified timelines
The operation of the joint implementation track 2 procedure ^e is facilitated efficiently	The proportion of determination cases processed within the specified timelines	No determination cases were received during the reporting period
	The proportion of verification cases processed within the specified timelines	No verification cases were received during the reporting period
	The proportion of applications for accreditation processed within the specified timelines	No applications for accreditation were received during the reporting period

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b See <http://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html>.

^c Article 4, paragraph 2(a), of the Convention, Articles 3, 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol and decisions 1/CP.13, 1/CP.16, 1/CMP.1, 1/CMP.6, 3/CMP.6, 4/CMP.6 and 7/CMP.6.

^d Article 12 of the Kyoto Protocol and decisions 2/CMP.1 to 8/CMP.1, 1/CMP.2, 2/CMP.3, 2/CMP.4, 2/CMP.5, 3/CMP.6 and 7/CMP.6.

^e Article 6 of the Kyoto Protocol and decisions 9/CMP.1, 10/CMP.1, 2/CMP.2, 3/CMP.2, 3/CMP.3, 5/CMP.4, 3/CMP.5 and 4/CMP.6.

^f The verification procedure under the JISC, defined in decision 9/CMP.1, annex, paragraphs 30–45.

Table 22

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme

Objective 1: provide legal advice and services so that the Convention and its Kyoto Protocol and any related legal instruments, as well as the agreed outcomes under the Bali Road Map and the Doha Climate Gateway and the expected outcomes of the negotiations under the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action, are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Convention and its Kyoto Protocol and any related legal instruments are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements	The absence of complaints from Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and services provided by the secretariat. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	During the reporting period, Legal Affairs (LA) issued at least 57 legal opinions on at least 14 different types of legal issue. Five of those legal opinions were provided directly to Parties. The secretariat did not receive any complaints from Parties or other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice or the legal support provided by the secretariat during the reporting period
	The absence of complaints from Parties with respect to the legal advice and services provided by the secretariat to the intergovernmental process. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	The intergovernmental process was one of the main areas of work of the LA programme during the reporting period. A total of 34 of the 57 legal opinions issued from 1 January to 30 June 2016 dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including the governing, subsidiary and constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	The proportion of concerns, issues or disputes raised by public/private entities in relation to constituted bodies under the Convention and its Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and amicably and do not result in legal action against these bodies and/or individuals serving on them. Baseline and target: concerns, issues or disputes are resolved within six months and no issues lead to legal action against any individual serving on such bodies	During the reporting period, LA processed 4 of 118 nominations for elections in 2016 for positions of members and alternate members to serve on governing, subsidiary and constituted bodies under the Convention and its Kyoto Protocol No concerns or issues were raised by public or private entities or their members in the reporting period and there was no legal action brought against any individuals serving on constituted bodies
	The absence of complaints from Parties and members of constituted bodies with respect to the legal advice and services provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no	The secretariat did not receive any complaints from Parties or members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol during the reporting period

complaints

Objective 2: facilitate the operations of the secretariat and the UNFCCC administrative and institutional process to ensure that they are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The operations of the secretariat and the UNFCCC process are conducted in accordance with applicable United Nations Rules and Regulations, and the legislative authority of the UNFCCC governing bodies and requirements	The proportion of legal instruments between the secretariat and actors such as governments, service providers and partner organizations that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat and protecting its interests and those of the UNFCCC process. Baseline and target: all legal instruments are concluded in a timely and legally sound manner and any disputes arising therefrom are settled within 12 months	The secretariat did not receive any complaints from Parties or members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol during the reporting period
	The number of audit and other queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the adequacy and appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat. Baseline and target: no audit or other queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs	In the reporting period, no audit queries or queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat

Objective 3: facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Compliance Committee takes decisions based on the best available information	The level of satisfaction expressed by members and alternate members of the Compliance Committee regarding the secretariat's support. Baseline and target: a high level of satisfaction	Information on the level of satisfaction expressed by the members and alternate members of the Compliance Committee with the support provided by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period from 1 January 2016 to 30 June 2017
The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) is provided with adequate and effective advice and support in the development of policy guidance to the Compliance Committee	The absence of complaints raised by Parties with respect to the legal advice and support provided by the secretariat in the development of policy guidance. Baseline and target: no complaints	No session of the CMP was held during the reporting period. The secretariat provides support for the development of policy guidance for the Compliance Committee towards the end of each year, when the annual report of the Compliance Committee to the CMP is made available. No complaints were raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat

Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available to the Party concerned and other relevant actors, including the public, in a clear and timely fashion	Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion. Baseline: ensure that 95 per cent of documents are issued within the required timelines. Target: ensure that 100 per cent of documents are issued within the timelines set out in the relevant procedures	In the reporting period, all Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee and the public in accordance with the timelines set out in the annex to decision 27/CMP.1 and the annex to decision 4/CMP.2, as amended by decisions 4/CMP.4 and 8/CMP.9
--	---	---

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

Table 23

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme

Objective 1: advance the climate change intergovernmental process through the attendance, active participation and collaboration of representatives of Parties at UNFCCC conferences and events

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The intergovernmental process is facilitated through the provision of information, in-depth insight and analysis, problem-solving and the treatment of delegates in accordance with protocol	The proportion of communications to which the Conference Affairs Services programme responds. Baseline and target: ensure that the programme responds to 100 per cent of communications	The programme responded to all communications in a timely manner
Representatives from eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in this process	The proportion of eligible participants funded The average duration of the registration and accreditation process (waiting and processing time). Baseline and target: less than three minutes	The total number of 233 participants eligible for funding was expected for the sessions of the subsidiary bodies held during the reporting period. In total, 227 nominations were received and processed, of which 4 cancelled, leaving 223 participants from Parties eligible for funding effectively funded. Therefore, 96 per cent of eligible participants were funded The average duration of the registration and accreditation process was 58 seconds

Objective 2: assist Parties in advancing the climate change intergovernmental process through observer engagement

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Eligible members of civil society and intergovernmental organizations are admitted by the Conference of the Parties (COP) and allowed to attend sessions within the capacity limit	The number of organizations for which the COP disagrees with the eligibility assessment made by the secretariat. Baseline and target: none	Not applicable for the reporting period
Input by observer organizations to the intergovernmental process is facilitated	The number of opportunities to make submissions to the negotiation process	In response to five calls for submissions from UNFCCC bodies, 57 observer submissions from 63 organizations were processed
	The number of opportunities to intervene at plenary and contact group meetings as well as in-session workshops	Of 70 opportunities facilitated, 66 were implemented
Side events and exhibits are facilitated at sessions, space permitting	Number and percentage of side event and exhibit applications processed versus received	All 201 applications for side events and exhibits received were processed
	Number and percentage of side events and exhibits implemented versus confirmed minus cancelled	All 116 confirmed side events and exhibits were implemented, excluding the 9 cancelled by the organizers

Objective 3: facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents and ensuring their timely availability

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Official documents are made available to stakeholders on time and in all six official languages of the United Nations, where applicable	The percentage of documents submitted to the Conference Affairs Services programme in accordance with United Nations deadlines that are made available to stakeholders on time	A total of 150 official documents were mandated to be made available during the reporting period. All pre-session documents were made available on time. All pre-session documents that were to be translated were made available in all six official languages prior to the session. At the May 2016 sessions, of the 54 in-session documents that were to be translated, 48 were made available in all six official languages prior to the start of the relevant plenary meeting

Objective 4: provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support so that meetings can proceed smoothly and productively

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for	No complaints received with regard to conference facilities	Seven sessions, including pre-session meetings of the four regional groups and 37 workshops and meetings, were held and no complaints with regard to conference facilities were received
	No complaints received with regard to sound, projectors, electricity, etc.	Seven sessions, including pre-session meetings of the four regional groups and 37 workshops and meetings, were held and there were no complaints with regard to sound, projectors, electricity, etc.

Percentage of stakeholders expressing satisfaction with the quality of conference services provided at sessions	Approximately 92 per cent of participants at the May 2016 sessions from Parties and observer organizations rated the overall quality of the conference services provided as good (60 per cent) or very good (32 per cent)
---	---

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

Table 24

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Communications and Outreach programme

Objective 1: communicate to Parties, observer organizations, the public and non-state actors authoritative, relevant and timely information regarding the UNFCCC process for action on climate change under and outside the Convention^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The UNFCCC website is recognized as the central United Nations information source for authoritative, relevant, timely and comprehensive information on climate change and the UNFCCC process	The volume of data downloaded per website visit The number of website users and sessions	A total of 6,108,179 pages were viewed by 1,343,775 users and 5.9 million documents (4.2 terabytes) were downloaded during the reporting period
UNFCCC publications and digital communication channels (e-newsletter, social media) meet the needs of Parties and stakeholders	The number of newsletter subscriptions and click rates The number of followers and fans in social media channels	The newsletter is currently under review and no issue was published during the reporting period The secretariat posted more than 3,800 tweets on Twitter and 410 items on the UNFCCC Facebook page. Within the reporting period, the secretariat's Twitter account exceeded the milestone of 298,000 followers and the secretariat's Facebook account increased its fan base to 166,000
Global and specialist media and non-governmental organizations are informed about the progress and decisions made in the intergovernmental process and its objectives	The number of speeches, statements and interviews of the Executive Secretary The quality of media reporting on the UNFCCC process	The programme continued working closely with the media and facilitated 324 requests for information, 98 requests for media interviews, prepared 11 press releases in English, French and Spanish, nine media alerts and advisories, 35 speeches or video addresses, four editorial or opinion pieces and accredited 51 media representatives to official meetings No resources were available to carry out an extensive survey to determine the quality of media reporting on the UNFCCC process

Objective 2: increase the engagement of all governmental and non-state actors inside and outside the UNFCCC process to foster higher ambition and action on climate change and the full implementation of the Convention^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Higher ambition and action inside and outside the UNFCCC process by governmental and non-state actors to foster the full implementation of the Convention	The number of outreach activities targeting governmental and non-state actors	The secretariat participated in 267 official outreach events to promote greater ambition and action within and outside the UNFCCC process by government and non-state actors
Effective support is provided for intergovernmental negotiations on issues related to Article 6 of the Convention	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The secretariat supported five negotiation sessions at the forty-fourth sessions of the subsidiary bodies and Parties agreed on conclusions and forwarded a draft decision for consideration by the Conference of the Parties
The Dialogue on Article 6 of the Convention is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The 4th Dialogue on Action for Climate Empowerment, on Article 6 of the Convention was facilitated in an effective and timely manner on 18 and 19 May 2016
The implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	<p>The secretariat supported the implementation of the Doha work programme through the 4th Dialogue on Action for Climate Empowerment (ACE) and a workshop for ACE national focal points</p> <p>Two reports were prepared: a synthesis report on progress made in implementing the Doha work programme (FCCC/SBI/2016/6) and a report on the functionality and accessibility of the climate change information network clearing house CC:iNet (FCCC/SBI/2016/5)</p>
Parties, observers and the general public continue to have open and ready access to the information and data on the climate change negotiation process and the groundswell of climate action across the globe	<p>The number of official documents and climate information downloaded from the UNFCCC website</p> <p>Visits to pages on the UNFCCC website on mandated implementation initiatives and working groups</p>	<p>A total of 5.9 million documents were downloaded during the reporting period</p> <p>A total of 1,343,775 visitors accessed the web pages</p>
The Momentum For Change initiative continues to raise awareness on concrete solutions to climate change	<p>The number of Momentum for Change submissions</p> <p>The number of visits to the Momentum for Change section of the UNFCCC website</p>	<p>The secretariat received 475 applications, of which 255 were considered eligible</p> <p>The Momentum for Change section of the UNFCCC website received 42,330 visits during the reporting period</p>

Objective 3: facilitate the search and retrieval of UNFCCC documents and information and improve knowledge-sharing and collaboration^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Internal communication, collaboration and knowledge-sharing is improved through the use of appropriate tools and systems	The level of staff satisfaction with the secretariat's intranet	In the most recent staff satisfaction survey, 77 per cent of staff agreed or strongly agreed that the updates and announcements on the intranet are useful. During the reporting period, 158 internal news articles were published and more than 514,000 page views were recorded of the home page of the new intranet
Parties, observers, secretariat staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation on the climate change negotiation process	The volume of official documents downloaded	A total of 2,688,700 official documents, including language versions and national communications, were downloaded in a timely manner
Records are managed in accordance with the secretariat's policy and guidelines	Inactive records are processed and transferred to the Records Center and are made accessible upon request from staff	A total of 25 linear metres of inactive records were processed and transferred to the Records Center and 4,802 physical audio and video records were transferred to digital format
	Obsolete records are destroyed in a confidential and controlled manner	A total of 208 retrieval requests were processed, making physical records and audiovisual recordings accessible to requesting staff as well as to external clients

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 6(b) and Article 8, paragraph 2, of the Convention and Article 10(e) and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.

^c Articles 6 and 8 of the Convention, Articles 10(e) and 14 of the Kyoto Protocol and decisions 36/CP.7, 11/CP.8, 7/CP.10, 9/CP.13, 1/CP.16, 7/CP.16, 2/CP.17, 15/CP.18, 23/CP.18 and 6/CMP.2.

^d Articles 8 and 12 of the Convention, Article 14 of the Kyoto Protocol and document FCCC/CP/1996/2.

Table 25

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Information and Communications Technology programme

Objective 1: maintain and strengthen the secretariat's information technology infrastructure^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Support services meet user requirements	The proportion of information technology service requests responded to and completed within 90 days. Baseline: 70 per cent of requests. Target: 90 per cent of requests	During the reporting period, 4,476 work orders were created by the in-house service desk (excluding the externally contracted international transaction log (ITL) service desk). A total of 99.96 per cent were answered within the timelines specified in the Service Level Agreement (SLA) and 88.27 per cent were resolved within the timelines specified in the SLA The performance metrics set for the ITL service desk are: 90 per cent of phone calls answered within 10 seconds, no more than 5 per cent of calls abandoned

		(user hanging up before being answered) within 20 seconds and 85 per cent of e-mails answered within 30 minutes. These three targets were met and exceeded in the reporting period: 98.33 per cent of phone calls were answered within 10 seconds, 0.83 per cent of phone calls were abandoned within 20 seconds and 97.88 per cent of e-mails were answered within 30 minutes
Business-enabling systems, including collaboration and web services, are operated and maintained at agreed service levels	The average availability of business-enabling systems. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability	Most business-enabling information systems have been outsourced to an external hosting provider and their monthly availability is governed by SLAs at between 99 and 99.9 per cent. In some cases, where the contractual SLA has been temporarily not met, the contractual service credit mechanism was automatically invoked. The overall stipulated performance target of 98 per cent was met according to available monthly reports from the service provider
Communications, data centre and related infrastructure services are supplied in accordance with agreed service levels	Infrastructure services availability during service hours. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability	According to available data from in-house monitoring systems, internal infrastructure services and dependant information systems exceeded on average the performance benchmark of 98 per cent

Objective 2: support the UNFCCC intergovernmental process^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Conferences and workshops are supported by effective and efficient information technology services	The proportion of conferences and workshops serviced at the agreed levels. Baseline and target: ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels	During the reporting period, one session of the subsidiary bodies and 37 workshops were all serviced 100 per cent at the agreed levels. Participants were provided with a highly reliable and secure information technology infrastructure, including Wi-Fi, with no service interruptions or complaints from participants
Secure means of collaboration and communication are provided within the secretariat and between the secretariat and the stakeholders	The proportion of collaboration and communication services provided at the agreed service levels. Baseline and target: ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels	A system for encrypted communication between the secretariat and Parties for the ITL was implemented. A secure access and single sign-on for secretariat staff and Parties to the secretariat collaboration and information systems for Parties was implemented and maintained
Business information and communication technology solutions enable the secretariat to effectively use organizational resources, and facilitate processes in compliance with internally and externally agreed standards	Information and communication technology solutions are provided at the agreed service levels. Baseline and target: ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels	The Information and Communications Technology programme (ICT) provided a Collaboration and Client Relationship Management platform (CRM) and an electronic Official Documents System. During the reporting period, all systems reached their availability target of 98 per cent, including planned maintenance time. This includes the secretariat’s outsourced collaboration and CRM platforms, which reached their contracted service levels of 99 per cent availability during the reporting period

Objective 3: support the implementation of the Convention and the Kyoto Protocol, and support the regulatory systems under the Kyoto Protocol^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Mandated systems are provided to enable the compilation, analysis, and management of data (greenhouse gas (GHG) data, inventories and other data)	Mandated systems meet the specified requirements and are delivered on time	ICT provided additional enhancements and releases for the new common reporting format (CRF) Reporter system for reporting GHG inventories and GHG inventory software for Parties not included in Annex I to the Convention ICT maintained and provided releases for the compilation and accounting database and its connection to the ITL ICT created a business intelligence platform using the latest technology from Microsoft in order to manage and mine data and extract reports from the GHG data
Mandated systems are provided to support the review of national communications, inventories, biennial reports and biennial update reports and the publication of results to advance transparency (measurement, reporting and verification)	Mandated systems meet the specified requirements and are delivered on time	ICT created GHG-based reports and review tools on top of the new business intelligence platform. The GHG reports are to be shared in advance on the UNFCCC website. The GHG-based reports and review tools are to be provided to the expert review teams in order to ensure the transparency of and verify Parties' submitted data, communications and reports
Additional required systems are provided to support the implementation of the Convention and the Kyoto Protocol, and the regulatory systems under the Kyoto Protocol	Mandated systems meet the specified requirements and are delivered on time	ICT developed a registry for nationally determined contributions and delivered enhancements and provided support for additional required systems, including but not limited to the finance and technology transfer portals, the standard electronic format reporting tool, the systems for the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change and national adaptation plans and the capacity-building portal

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 8, paragraph 2, of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.

^c Articles 8, paragraphs 2 and 12, of the Convention and Article 14 of the Kyoto Protocol.

^d Article 12 of the Convention and Articles 5–8, 12 and 17 of the Kyoto Protocol.

Table 26

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Administrative Services programme

Objective 1: facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources^b

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are kept fully informed with regard to the receipt and utilization of financial resources	Financial statements are made available to Parties in a timely manner	The audited financial statements for 2015 were completed on time and will be presented to the Subsidiary Body for Implementation in November 2016
Coherence and transparency in fundraising and the use of funds	The proportion of donor reports submitted on time. Baseline: 77 per cent for the period from January to June 2014. Target: increase the proportion	A total of 17 per cent of donor reports were submitted on time. The implementation of Umoja resulted in the need to manually combine two sets of financial data
Optimal budget implementation rate	Expenditure levels compared to the approved budget. Target: 99 per cent	The expenditure rate as at 30 June 2016 was 25.4 per cent, which is slightly above the linear rate of 25 per cent and is projected to meet the target
Compliance with United Nations financial regulations and rules and UNFCCC financial procedures	The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters. Baseline: 83 per cent for the period from January to June 2014. Target: 90 per cent implementation rate	The implementation rate was not available as the external audit was delayed by the implementation of Umoja. The final audit report was not issued by 30 June 2016

Objective 2: facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to provide the best possible support to mandated activities^c

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent, motivated and geographically diverse staff balanced in gender are recruited and retained	The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). Actual figures as at August 2014: 50 per cent of staff in the Professional category and above are from non-Annex I Parties. Target: increase this percentage	As at 30 June 2016, 49 per cent of staff in the Professional and above category were from non-Annex I Parties, within the context of an 18 per cent decrease in the number of staff in that category since August 2014
	The percentage of women in posts in the Professional and higher categories. As at August 2014, 40 per cent of staff in the Professional category and above are women. Target: increase this percentage to 50 per cent	As at 30 June 2016, 40 per cent of staff in the Professional and above category were women, within the context of an 18 per cent decrease in the number of staff in that category since August 2014

	The percentage of recruitments completed within the required time frame. Baseline: four months for a Professional post from advertising to approval by the Executive Secretary. Target: reduce this time frame to three months	The average time frame for the completion of recruitment cases in the Professional and higher category in 2015 was 5.5 months. Some 51 per cent of recruitment cases were completed within the four-month time frame
Staff are provided with adequate training and development opportunities, enabling them to achieve their full potential at work	The percentage of training costs versus total staff costs in 2012–2013 was 1.14 per cent. Target: increase to 2 per cent	The percentage of training costs versus total staff costs in 2016–2017 was 2.0 per cent

Objective 3: provide travel, procurement and general services that adequately meet the needs of Parties and the secretariat^d

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently	The proportion of participants attending meetings versus nominations	In total, 848 of 914 nominated participants attended official meetings (93 per cent)
The procurement of goods and services is carried out in a cost-effective and efficient manner in accordance with United Nations regulations and rules and with UNFCCC policies	The percentage of procurement cases processed within established time frames	In total, 271 of 275 purchase orders were placed within the established time frames (99 per cent) In total, 7 of 12 tenders were completed within the established time frames (58 per cent)
	The average number of responses received per tender	An average of 3.66 responses were received in response to each of the 12 tenders conducted, out of an average of 13 vendors invited to submit offers
	The price difference between offers selected and highest offers received	The price difference was 32 per cent, or EUR 31,100, on a tender-by-tender basis. In aggregate, the total value of all selected offers (EUR 381,200) was 49 per cent below the total value of all highest offers (EUR 754,300)
The work environment in the secretariat is adequate, productive and sustainable	The per-capita carbon footprint of the secretariat's facility operations and travel	This was 9.4 tonnes of carbon dioxide equivalent in 2014. Travel of participants contributed 63 per cent of those emissions, staff travel 33 per cent and 4 per cent generated by facility operations

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under its Kyoto Protocol.

^b Article 8, paragraph 2(f), of the Convention, Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol and decision 15/CP.1.

^c Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.

^d Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol.